

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE EN 2024

La Banque d'Algérie dresse son bilan

La Banque d'Algérie a publié son rapport annuel sur la situation économique du pays en 2024. Ce document dresse un bilan nuancé. En effet, s'il met en évidence une relative stabilité financière et un excédent commercial maintenu, le rapport révèle aussi un ralentissement de la croissance et des performances hors hydrocarbures encore insuffisantes. P 3

• **Hausse de 5,3 % des crédits à l'économie, à 11 256,5 milliards de DA**



EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le ciment algérien, nouveau levier stratégique

L'Algérie, qui a longtemps importé une partie de ses besoins en matériaux de construction, s'impose aujourd'hui comme un acteur exportateur majeur dans le secteur du ciment. Ce basculement illustre la volonté des pouvoirs publics de diversifier l'économie et de dynamiser les exportations hors hydrocarbures, alors que la demande mondiale pour ce produit manufacturé est en plein essor.

P 2

EXPOSITION UNIVERSELLE D'OSAKA

Sonatrach participe à la semaine mondiale de l'énergie

Le Groupe Sonatrach prend part aux travaux de la "semaine mondiale de l'énergie" qui se tient du 17 au 28 septembre, à Osaka (Japon), dans le cadre de l'Exposition universelle "Expo 2025", a indiqué mercredi un communiqué du groupe public.

P 5

TRAVAUX PUBLICS

Réunion de travail pour arrêter le programme proposé dans le PLF 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mardi à Alger, une réunion de travail pour arrêter le programme du secteur, proposé dans l'avant-projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026, ainsi que pour définir les priorités de ce programme, indique un communiqué du ministère.

P 4

NUMÉRISATION

**Le FNI crée un pôle
technologique
avec un consortium de quatre
sociétés** P 2

PROJET DE L'AÉROPORT DE BENI-ABBES

**Achèvement
des études prévu pour la fin
de l'année en cours** P 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**4.112 postes budgétaires
alloués au recrutement de
professeurs pour l'exercice
2025** P 2

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le ciment algérien, nouveau levier stratégique

L'Algérie, qui a longtemps importé une partie de ses besoins en matériaux de construction, s'impose aujourd'hui comme un acteur exportateur majeur dans le secteur du ciment. Ce basculement illustre la volonté des pouvoirs publics de diversifier l'économie et de dynamiser les exportations hors hydrocarbures, alors que la demande mondiale pour ce produit manufacturé est en plein essor.

Par Mourad A.

Invité sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, l'économiste Abderrahmane Seddiki, enseignant-chercheur à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou a rappelé que le ciment occupe une place stratégique dans cette dynamique : « Nous sommes passés d'un pays importateur à un pays exportateur de ciment. Ce n'est pas seulement un basculement conjoncturel, mais le fruit d'investissements industriels qui ont permis de créer un excédent et d'ouvrir la voie aux marchés extérieurs », a-t-il souligné. L'évolution est spectaculaire. Selon les chiffres du ministère du Commerce, les exportations de ciment ont atteint 747 millions de dollars en 2023, contre seulement 60 millions USD en 2019. Dans le seul segment du clinker, l'Algérie s'est hissée au deuxième rang mondial derrière le Vietnam, avec une valeur estimée à 438,48 millions USD en 2023. Pour 2024, les indus-

triels ont annoncé des records dépassant les 10 millions de tonnes exportées, toutes filières confondues. Le Groupe GICA aurait contribué à plus de la moitié de ces volumes, tandis que Holcim El Djazair a expédié 3,1 millions de tonnes. Les projections pour 2025 sont tout aussi ambitieuses, avec Holcim qui prévoit 4 millions de tonnes et la cimenterie de Beni Saf qui vise les 800 000 tonnes de ciment gris et 100 000 tonnes de clinker. Pour soutenir cet élan, le gouvernement a pris plusieurs mesures, dont l'augmentation des capacités de stockage dans les ports et la facilitation des procédures douanières. La décision la plus marquante est le lancement d'un projet de port dédié à l'exportation du ciment et du clinker. « L'exportation ne peut être compétitive sans des infrastructures adaptées. Une telle réalisation permettra de réduire les coûts logistiques, d'améliorer la productivité et de rendre les exportations algériennes plus attractives sur le marché international », a estimé M. Seddiki.

Les débouchés se multiplient, notamment en Afrique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF), avec des contrats signés en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Les exportations vers l'Europe restent également soutenues. Toutefois, pour y demeurer compétitives, les cimenteries algériennes devront s'adapter à la future taxe carbone en accélérant le passage au « ciment vert ». Pour M. Seddiki, l'exemple du ciment montre que l'Algérie peut bâtir des filières exportatrices solides : « Il ne suffit pas d'exporter une fois. L'enjeu, c'est la pérennité et la capacité de nos entreprises à fidéliser des marchés tout en s'adaptant aux nouvelles exigences internationales », a-t-il insisté. En quelques années, l'Algérie est donc passée d'importateur à deuxième exportateur mondial de clinker. Cette réussite peut servir de modèle pour d'autres produits hors hydrocarbures et confirme le ciment comme un levier stratégique de l'économie nationale.

NUMÉRISATION

Le FNI crée un pôle technologique avec un consortium de quatre sociétés

Le Fonds national d'investissement (FNI) a signé une convention avec un consortium de quatre entreprises opérant dans le digital, dont Optimum télécom Algérie (Djezzy) pour la création d'un pôle technologique, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transition numérique, indique mardi le FNI dans un communiqué. La convention a été signée par Salah Labani, Directeur général du FNI, Boumediene Senouci, Dg d'Optimum Télécom Algérie, Boudjemaa Aouaroun, Dg de IT-DEV Spa, Fella Gaouar Pdg de Inet Spa, ainsi que Djalal Saidouni, Dg de Smart Test Spa. Ce pôle, a-t-on précisé, "a pour vocation de devenir un acteur majeur de la numérisation principalement dans le secteur des finances,

en fédérant les compétences, les infrastructures et les filiales technologiques et participations détenues par le FNI". Il constitue, souligne le Fonds, "une étape structurante qui s'inscrit pleinement dans la volonté des pouvoirs publics de moderniser les institutions de l'Etat et des entreprises et de se positionner comme un acteur technologique de référence au niveau national et régional". Pour le FNI, la mise en place du pôle technologique constitue "un tournant stratégique, qui agira en tant que véhicule d'investissement et permettra d'optimiser les investissements à travers la mutualisation des infrastructures technologiques et mettre au profit l'expertise des entreprises du Pôle afin de participer à l'amélioration du paysage numé-

rique du pays". De même, il contribue à développer des solutions numériques adaptées aux besoins du secteur, explorer les opportunités d'un positionnement au niveau régional et international, tout en participant au développement des services modernes, accessibles et performants aux citoyens et aux entreprises, ajoute le communiqué. En tant qu'acteur majeur du financement des investissements stratégiques et structurants de l'Etat, "le FNI prend aujourd'hui une dimension nouvelle dans l'écosystème numérique national", note la même source qui souligne que le Fonds œuvre à mettre en place un cadre structuré de coopération, garantissant la cohérence, l'optimisation et la mutualisation des ressources.

S'agissant des enjeux de ce pôle, il s'agit de l'intégration des solutions digitales dans les activités du secteur des finances, se positionner comme un acteur dans l'accompagnement des institutions de l'Etat et des entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la transformation numérique 2030. Le pôle technologique est aussi appelé à contribuer à la création d'un écosystème favorable au développement de l'investissement dans le domaine technologique, en application des décisions du Conseil des participations de l'Etat qui mandate le FNI à accompagner PME/PMI exerçant dans le domaine des télécommunications et de l'innovation technologique, indique la même source.

INVESTISSEMENT

L'AAPI examine avec l'organisme "Invest in Denmark" le renforcement de la coopération

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, mardi à Alger, Mme Vanessa Vega Saenz, directrice de l'organisme "Invest in Denmark", relevant du ministère danois des Affaires étrangères, avec laquelle il a examiné les opportunités d'affaires et les mécanismes d'accompagnement de l'investissement dans les deux pays, indique un communiqué de l'Agence. Tenue au siège de l'agence, cette rencontre - qui intervient dans le cadre d'un atelier conjoint portant

sur les mécanismes d'attraction des investissements directs étrangers- s'est déroulée en présence d'une délégation de l'organisme "Invest in Denmark", de l'ambassadeur du Royaume du Danemark en Algérie, Katrine From Hoyer, d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, ainsi que de cadres de l'agence. A cette occasion, les politiques des deux pays en matière d'attraction des investissements directs étrangers ont été exposées, ainsi que les missions, les mécanismes d'action et les services offerts par les organismes chargés

de la promotion de l'investissement, outre les avantages et opportunités d'investissement disponibles, selon la même source. Les entretiens ont également porté sur la vision stratégique pour attirer les investissements étrangers, les priorités économiques établies, ainsi que l'importance d'un accompagnement efficace des investisseurs, à travers la simplification des procédures administratives, le développement des services numériques et la création d'un climat des affaires favorable. Dans ce cadre, les deux parties ont souligné l'import-

tance des investissements directs étrangers pour stimuler la croissance économique et créer des emplois, mettant en exergue le rôle central de la diplomatie économique dans cette dynamique, précise le même document. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de mettre en place un outil de travail conjoint entre l'AAPI et l'organisme "Invest in Denmark", pour le renforcement de la coopération bilatérale et le partage mutuel de leurs expériences respectives.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE EN 2024

La Banque d'Algérie dresse son bilan

La Banque d'Algérie a publié son rapport annuel sur la situation économique du pays en 2024. Ce document dresse un bilan nuancé. En effet, s'il met en évidence une relative stabilité financière et un excédent commercial maintenu, le rapport révèle aussi un ralentissement de la croissance et des performances hors hydrocarbures encore insuffisantes.

Par Sirine R

L'économie algérienne a enregistré en 2024 un taux de croissance de 3,6 %, en deçà de l'objectif de 4,2 % fixé dans la loi de finances et inférieur aux 4,1 % de 2023. Cette évolution traduit un contexte international moins favorable, mais également des contraintes structurelles qui continuent de peser sur l'appareil productif. La croissance hors hydrocarbures reste toutefois encourageante : elle a atteint 4,8 %, confirmant l'aptitude des secteurs non pétroliers et gaziers à soutenir l'activité économique lorsque les cours de l'énergie se replient. Le produit intérieur brut (PIB) nominal s'est établi à 35 788 milliards de dinars (environ 264 milliards de dollars au taux de change de fin d'année), contre 33 638 milliards de dinars en 2023, soit une augmentation de 6,4 %. Cette progression est légèrement différente des estimations de l'Office national des statistiques, mais elle confirme la résilience de l'économie, notamment grâce aux secteurs agricole et des services. La balance commerciale demeure positive, avec un excédent de 3,73 milliards de dollars en 2024. Les exportations totales se sont chiffrées à 49,07 milliards de dollars, contre 55,55 milliards en 2023, soit un recul de 11,7 %, largement imputable à la diminution des ventes d'hydrocarbures. Les exportations hors hydrocarbures, qui s'établissent à 3,8 milliards de dollars, reculent par rapport aux 5 milliards de 2023 et aux 5,9 milliards de 2022,

confirmant que la diversification reste un défi majeur. Les importations de biens, quant à elles, ont progressé à 45,33 milliards de dollars, traduisant une demande intérieure soutenue et des besoins persistants en équipements et produits alimentaires. Les réserves officielles de change ont atteint 68,3 milliards de dollars à la fin de 2024, contre 69,8 milliards un an plus tôt. Ce niveau correspond à près de 15 mois de couverture des importations, ce qui reste confortable au regard des standards internationaux. La Banque d'Algérie a, par ailleurs, tenu à démentir les informations relayées par certains médias étrangers évoquant une chute inquiétante des réserves, qualifiées de rumeurs dénuées de fondement. La balance des paiements a enregistré un léger déficit de 0,5 milliard de dollars, après deux années excédentaires, conséquence du recul des exportations énergétiques et de l'augmentation des importations. Concernant la situation financière interne, elle se caractérise par une progression des dépôts collectés par le secteur bancaire, qui ont atteint 16 246 milliards de dinars, en hausse de 8,9 % par rapport à 2023. S'agissant de la finance islamique, l'encours des dépôts a atteint 793,5 milliards DA, en hausse de 17 % sur un an. Comparativement à 2023, l'encours global de financement relevant de la finance islamique a poursuivi sa tendance haussière, atteignant 532,2 milliards DA, soit une augmentation de 16 %. Par type de produit, les finan-

cements à travers la formule *Salam* continuent d'occuper la première position, avec une part de 32,73 %, suivis par la *Mourabaha* (32,63 %) et l'*Ijara* (22,86 %). Concernant le taux de change, la Banque centrale indique que, pour la deuxième année consécutive, le dinar algérien s'est apprécié face au dollar américain, à l'euro, au yen japonais et au yuan chinois, respectivement et en moyenne annuelle, de 1,32 %, 1,24 %, 8,56 % et 2,93 % en 2024. Globalement, la Banque d'Algérie estime que le bilan du secteur bancaire algérien est « confortable », soulignant que les banques disposent de fonds propres supérieurs aux niveaux minimums requis, ce qui se traduit par des ratios de solvabilité largement au-dessus des minima réglementaires. L'année 2024 a également enregistré une stabilisation du niveau de solvabilité, avec une hausse de 12 % du résultat net, portée par la dynamique économique observée durant la période sous revue. En outre, les banques en Algérie affichent une position de liquidité jugée « robuste », attestée par le niveau très confortable des ratios réglementaires. « Au total, le secteur bancaire algérien demeure suffisamment capitalisé, liquide et rentable. Ces indicateurs militent pour une plus grande intermédiation bancaire à l'avenir, à travers davantage de financements en faveur de l'économie et une offre de services mieux adaptée aux besoins des agents économiques, favorisant ainsi l'inclusion financière », conclut la BA.

CONSEIL DE LA NATION

Nasri reçoit l'ambassadeur de la Finlande en Algérie

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a reçu, mercredi, l'ambassadeur de la République de Finlande en Algérie, Pekka Hyyvonen, qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique un communiqué du Conseil. Cette rencontre a constitué "une occasion d'évoquer les relations d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et la Finlande, ainsi que les moyens de les hisser vers des perspectives plus larges, en conformité avec la qualité du dialogue politique existant entre les deux pays", précise le communiqué. Dans ce contexte, M. Nasri a salué la qualité des relations bilatérales qui s'étendent sur plus de six décennies, soulignant l'importance de promouvoir les échanges et le dialogue entre les milieux d'affaires des deux pays en vue de renforcer le niveau des échanges commerciaux, et ce, à la faveur de la politique clairvoyante et prospective du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a permis à l'Algérie d'effectuer un saut qualitatif vers un développement durable, à travers la révision et l'adoption de nouvelles lois encadrant l'activité économique, telles que les lois sur l'investissement et les activités minières, offrant ainsi des opportunités et des avantages attractifs". Les deux parties ont également abordé les développements récents aux niveaux régional et international, note le communiqué, précisant que M. Nasri a réaffirmé "les principes fondamentaux de la diplomatie algérienne, dirigée par le président de la République, basée sur le respect de la souveraineté des Etats et des peuples, la résolution pacifique des conflits et la promotion de la paix comme fondement du développement", tout en insistant sur le droit des peuples à l'autodétermination. A cette occasion, le président du Conseil de la nation a dénoncé "les crimes de guerre perpétrés par l'entité sioniste à l'encontre du peuple palestinien, notamment les agressions génocidaires, les déplacements forcés et la politique de famine", réitérant aussi "la nécessité d'accorder au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 des Nations-Unies". De son côté, l'ambassadeur de Finlande en Algérie, a salué "les avancées enregistrées par l'Algérie au cours des cinq dernières années", exprimant l'intérêt de son pays à tirer profit du climat des affaires et des opportunités d'investissement offertes dans divers secteurs. Il a exprimé également la volonté de son pays de donner "une nouvelle impulsion aux relations bilatérales, notamment à travers l'élargissement de leur coopération dans des différents domaines tels que l'industrie, l'énergie et l'agriculture, en y associant le transfert de technologie et le partage du savoir-faire".

CRÉDITS À L'ÉCONOMIE EN 2024

En hausse de 5,3 %, à 11 256,5 milliards de DA

Par Réda Hadi

Selon un rapport de la Banque d'Algérie (BA), en 2024, les crédits à l'économie accordés par le secteur bancaire ont augmenté de 5,3 %, atteignant un total de 11 256,5 milliards de dinars, contre 10 694,9 milliards en 2023. Cette progression est légèrement inférieure à celle de 2023, qui était de 5,8 %. Selon le même rapport, les banques privées ont enregistré une hausse notable de 9,6 %, tandis que les banques publiques ont progressé de 4,5 %. Malgré la forte croissance des banques privées, les banques publiques dominent toujours le marché avec une contribution de 72,9 % à la croissance globale des crédits. Cette évolution reflète une dynamique de financement stable, bien que légèrement inférieure à la croissance de 5,8 % enregistrée en 2023. La répartition pour le secteur a atteint 4

567,6 milliards de dinars, en hausse de 2,4 %, principalement tirés par les banques publiques (+2,7 %). Les banques publiques ont contribué à hauteur de 108,3 % à cette croissance, tandis que les banques privées ont vu leurs crédits baisser de 48,7 %. Les financements pour le secteur privé ont totalisé 6 688,9 milliards de dinars, en progression de 7,3 %. Les banques publiques et privées ont respectivement augmenté leurs crédits de 7,3 % et 10,3 %, avec une domination des banques publiques dans le financement du secteur privé avec une part de 74,2 %. Le rapport note que la finance indirecte (crédits bancaires) assure 99,7 % du financement de l'économie, avec une quasi-totalité du financement du secteur privé (100 %) et 99,3 % pour le secteur public. Les banques publiques continuent de jouer un rôle central, en particulier dans le financement du secteur public (99,8 %) et, dans une moindre mesure, pour le secteur privé

(74,2 %). La BA souligne que les crédits à court terme sont en hausse de 8,2 %, atteignant 4 535 milliards de dinars, avec une part de 75,5 % octroyée par les banques publiques. Tandis que les crédits à moyen et long terme enregistrent une progression de 3,4 %, à 6 721,5 milliards de dinars. Les crédits à long terme dominant avec une part de 75,9 %, mais leur croissance a ralenti à 1,0 % en 2024. Analysant la situation, la Banque d'Algérie spécifie que le secteur des industries manufacturières a reçu la plus grande part des crédits, principalement pour l'exploitation et l'investissement. Le secteur de la construction arrive en second, bénéficiant surtout de crédits à long terme. Les entreprises privées dominent les crédits à moyen terme avec une part de 79,2 %, tandis que les entreprises publiques dominent les crédits à long terme avec 56,2 %. En somme, les crédits bancaires à l'économie ont progressé en 2024, soutenus

par les banques publiques et privées. La finance indirecte reste dominante, et les banques publiques jouent un rôle prépondérant dans le financement des secteurs public et privé. La croissance des crédits à court terme et à moyen terme est notable, avec une forte demande dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction. Les banques publiques jouent un rôle central dans l'octroi des crédits à moyen et long terme. Les crédits aux entreprises privées dominent les crédits à moyen terme (79,2 %), tandis que les crédits à long terme sont majoritairement destinés aux entreprises publiques (56,2 %). Enfin, la répartition par secteur d'activité montre que les industries manufacturières ont bénéficié de la plus grande part des crédits, notamment pour l'exploitation et l'investissement, suivies par le secteur de la construction, principalement financé par des crédits à long terme.

COMMERCE INTÉRIEUR
Concrétiser une vision moderne pour préserver le pouvoir d’achat du citoyen

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a fait état d'une vision moderne que le ministère s'attelle à concrétiser, visant à servir le citoyen et à préserver son pouvoir d'achat, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. Dans un communiqué publié sur le site-web du ministère, Mme Abdellatif a affirmé que son secteur, qui constitue aujourd'hui un pilier essentiel pour construire une économie nationale forte, diversifiée et pérenne, et une interface directe touchant le quotidien du citoyen en termes de disponibilité des produits et de stabilité des prix, "œuvrera à concrétiser une vision moderne qui vise à servir le citoyen, à préserver son pouvoir d'achat et à créer un environnement commercial transparent et moderne, à même de répondre aux exigences du présent et de relever les défis de l'avenir". Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle phase des profondes mutations économiques que connaît l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à libérer les initiatives, à encourager la production locale, et à consolider les fondements de la justice sociale", a ajouté la ministre. Soulignant que cette vision repose sur la modernisation des modes de gestion commercial via les plateformes numériques, Mme Abdellatif a salué le rôle de la numérisation en tant qu'outil stratégique pour organiser le marché, renforcer la transparence et assurer un suivi rigoureux des produits de large consommation, tout en luttant contre la spéculation et les pratiques illicites, selon la même source. Dans ce sillage, Mme Abdellatif a souligné l'intérêt croissant accordé par son secteur à l'encadrement du e-commerce, considéré comme un espace prometteur pour les échanges commerciaux modernes et une véritable opportunité pour soutenir l'entrepreneuriat et encourager les jeunes à accéder au monde du commerce moderne, en phase avec les transformations technologiques mondiales. Cette vision moderne repose également sur "le développement des infrastructures des marchés et des espaces commerciaux, conformément aux normes modernes, ainsi que le soutien à toutes les initiatives contribuant à l'intégration de l'économie nationale aux niveaux régional et international", ajoute le communiqué. A cette occasion, la ministre a affirmé que "les défis auxquels est confronté le secteur du commerce intérieur ne peuvent être relevés que par un véritable partenariat entre l'Etat, les opérateurs économiques et les organisations et associations professionnelles, dans le cadre d'une vision participative responsable".

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mardi, une réunion de coordination consacrée au suivi de la situation du secteur des transports et à l'examen des futurs mécanismes d'action, indique un communiqué du ministère. Cette réunion s'est tenue au siège du ministère en présence des Présidents-directeurs généraux (PDG), des directeurs généraux des établissements sous tutelle, ainsi que des cadres du secteur, précise la même source, ajoutant que cette rencontre intervient juste après la prise de fonctions de M. Sayoud à la tête de ce ministère dans sa

PROJET DE L'AÉROPORT DE BENI-ABBES
Achèvement des études prévu pour la fin de l’année en cours

Les études géotechniques relatives à la construction d'un futur aéroport national et international dans la wilaya de Beni-Abbes, devraient être achevées avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la direction locale des travaux publics (DTP). Selon Hachemi Azzouz, responsable du service des infrastructures aéroportuaires à la DTP, ces études, menées par la société algérienne d'études d'infrastructures (SAETI), visent à déterminer les conditions techniques de construction, à analyser la nature du sol, et à assurer la conformité du projet avec les normes en vigueur en matière d'urbanisme et de construction. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un projet portant sur la réalisation d'un aéroport dans la région de Z'ghmara, à environ 40 km au sud-ouest de Beni-Abbes, à proximité de la route nationale RN6A, précise-t-on. Une assiette foncière de 3 430 hectares a déjà été réservée pour accueillir cette infrastructure stratégique, qui contribuera à la stimulation du développement économique de la région. Le futur aéroport s'inscrit dans une stratégie nationale visant à renforcer les infrastructures aéroportuaires dans le sud-ouest du pays. Il viendra compléter le réseau existant qui comprend déjà les aéroports de Bechar, Tindouf, Adrar, Bordj-Badji Mokhtar et Timimoun. Outre l'amélioration du transport aérien pour les passagers et le fret, les autorités locales estiment que ce projet pourrait donner un nouvel élan à l'activité touristique dans la région de Beni-Abbes, riche en potentialités naturelles et culturelles, assure-t-on encore.

TRANSPORTS

Réunion de coordination consacrée au suivi de la situation du secteur

nouvelle composition. La réunion, qui s'inscrit dans le cadre de l'instauration d'une plus grande dynamique et de l'amélioration de l'efficacité de la gestion des différentes structures et établissements relevant du ministère, a été consacrée à l'examen de la situation du secteur des transports et aux futurs mécanismes d'action, selon le même document. A cette occasion, le ministre a salué les résultats positifs réalisés notamment dans les domaines du transport maritime, aérien et ferroviaire, ainsi que le suivi soutenu et régulier du dossier du transport terrestre, appelant à la poursuite des efforts avec la même détermination et le même engagement afin d'at-

teindre les objectifs fixés. Dans ce cadre, M. Sayoud a mis l'accent sur la nécessité "d'adopter une approche pratique, fondée sur le sérieux et une forte volonté, d'accélérer la cadence du travail et de prendre des décisions à la hauteur des attentes", donnant des orientations et instructions aux cadres et responsables du secteur. Après avoir exprimé sa confiance en la capacité des cadres du secteur à relever les défis, le ministre a salué les efforts consentis par les PDG, les Directeurs généraux et les cadres, les appelant à "la persévérance et à une action collective afin d'obtenir des résultats concrets au service des citoyens et du secteur", conclut le communiqué.

TRAVAUX PUBLICS

Réunion de travail pour arrêter le programme proposé dans le PLF 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mardi à Alger, une réunion de travail pour arrêter le programme du secteur, proposé dans l'avant-projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026, ainsi que pour définir les priorités de ce programme, indique un communiqué du ministère. La rencontre, qui s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, ainsi que des directeurs généraux de l'Algérienne des autoroutes (ADA), de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), a permis d'aborder "la situation et l'état de concrétisation du plan d'action du secteur à l'échelle nationale, notamment en ce qui concerne le développement, l'entretien et la modernisation du réseau routier, en particulier dans le Grand Sud, ainsi que les programmes complémentaires pour les wilayas de Djelfa et de Tissemsilt, en plus des opérations déjà lancées par le secteur". A cette occasion, le ministre a affirmé que ces projets s'inscrivent

parmi les priorités nationales bénéficiant d'une attention particulière de la part de Monsieur le président de la République, soulignant l'importance de déterminer précisément les besoins du secteur, mettant en avant, en parallèle, l'importance d'inscrire l'entretien du réseau routier et des autoroutes, notamment l'autoroute est-ouest, parmi les priorités de l'avant-projet de loi de finances 2026 pour le secteur, à ajouter la même source. M. Djellaoui a également donné des instructions pour accélérer le rythme de réalisation des projets, en vue de garantir une contribution efficace des infrastructures au développement socioéconomique, insistant sur "la nécessité d'élaborer un plan d'action immédiat, comprenant des visites de terrain régulières pour suivre de près les grands projets, tout en activant des commissions spécialisées pour diagnostiquer les entraves et proposer des solutions pratiques, afin de livrer les projets dans les délais impartis, en réponse aux attentes des citoyens", selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلف		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

HYDROCARBURES

L’AIE reconnaît l’urgence d’investir, l’OPEP maintient sa ligne

L’Agence internationale de l’énergie (AIE) appelle désormais à relancer les investissements dans le pétrole et le gaz pour éviter une crise d’approvisionnement. Un revirement qui vient conforter la position de l’OPEP et les choix stratégiques de l’Algérie, engagée depuis plusieurs années dans une démarche ambitieuse de renforcement de ses capacités de production et de diversification de ses partenariats.

Par M. A.

Dans un rapport publié le 16 septembre 2025, l'AIE revient sur sa position passée. Après avoir appelé en 2021 à l'arrêt total des nouveaux projets d'exploration pétrolière, gazière et charbonnière, l'institution reconnaît aujourd'hui la nécessité d'investissements massifs pour maintenir l'équilibre énergétique mondial. Selon ses projections, plus de 45 millions de barils par jour de pétrole et près de 2 000 milliards de mètres cubes de gaz devront provenir de nouveaux champs d'ici 2050 pour compenser le déclin naturel des gisements. Le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, a d'ailleurs prévenu : « Un manque d'investissement en amont équivaldrait à retirer du marché l'équivalent de la production combinée du Brésil et de la Norvège chaque année. L'industrie doit courir beaucoup plus vite juste pour rester sur place ». Une déclaration qui contraste fortement avec ses propos de 2021, où il

affirmait que « s'il fallait être sérieux sur la crise climatique, aucun nouvel investissement dans le pétrole, le gaz et le charbon ne devait avoir lieu dès cette année-là ». Face à ce changement de cap, l'OPEP a réagi en soulignant qu'elle n'a jamais varié de ligne. L'organisation a toujours plaidé pour des investissements opportuns et suffisants dans l'industrie pétrolière afin d'assurer la stabilité du marché et de répondre à une demande mondiale croissante.

La stratégie énergétique de l’Algérie confortée

Ce tournant de l'AIE vient renforcer la stratégie énergétique de l'Algérie, qui a choisi depuis plusieurs années de miser sur le renforcement de ses investissements dans l'exploration et la production d'hydrocarbures. La compagnie nationale Sonatrach a d'ailleurs annoncé récemment dix nouvelles découvertes, confirmant le potentiel du pays.

Grâce à la loi sur les hydrocarbures de 2019, l'Algérie a multiplié les partenariats avec de grandes compagnies internationales telles qu'ExxonMobil, Chevron ou Occidental Petroleum. Le lancement du programme « AlgeriaBid Round » fin 2024 a également suscité un fort intérêt, avec une série d'appels à concurrence visant à attirer de nouveaux flux d'investissement. Ces initiatives visent à renouveler les réserves, à accroître la production pour la demande interne et à consolider la place de l'Algérie comme fournisseur fiable, notamment pour l'Europe. Dans un contexte où l'AIE elle-même admet que 90 % des investissements actuels servent uniquement à compenser le déclin des champs existants, l'orientation algérienne apparaît d'autant plus stratégique. En se projetant sur le long terme, l'Algérie se positionne comme un acteur incontournable de la sécurité énergétique mondiale, alignant ses choix sur les réalités des marchés plutôt que sur des discours conjoncturels.

CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L’AGENCE INTERNATIONALE DE L’ÉNERGIE ATOMIQUE

Participation de l’Algérie aux travaux de la 69^e session à Vienne

Par Selma R

L'Algérie prend part aux travaux de la 69^e session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se tient à Vienne du 15 au 19 septembre 2025, avec une délégation multisectorielle conduite par M. Rachidi Menadi, président de l'Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires, a indiqué un communiqué conjoint des ministères des Hydrocarbures et des Mines, ainsi que de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Dans son allocution prononcée lors du débat général, M. Menadi a salué le soutien de l'Al-

gérie aux efforts de l'AIEA visant à renforcer l'accès des pays en développement aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire, notamment dans les domaines de la santé, de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement. Il a également souligné la contribution de l'Algérie, en particulier dans la mise en œuvre de l'initiative du directeur général de l'AIEA, « Rays of Hope », à travers la formation d'étudiants et de professionnels issus de pays africains frères dans les spécialités de la médecine nucléaire, de la radiologie et de la radiothérapie. En référence au thème du forum scientifique de cette année, intitulé « L'atome pour

l'eau », M. Menadi a présenté les efforts déployés par l'Algérie pour assurer la sécurité hydrique, efforts qui se sont concrétisés cette année par la mise en service de cinq nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le président de l'Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires a également salué le niveau de mise en œuvre des activités de coopération technique avec l'AIEA, réaffirmant la détermination de l'Algérie à poursuivre ses efforts pour accompagner les pays africains frères dans les do-

maines des sciences et des applications nucléaires relevant du mandat de l'Agence. Enfin, le chef de la délégation algérienne n'a pas manqué d'évoquer la situation humanitaire à Gaza, dans le contexte de la guerre d'extermination menée par l'entité sioniste contre le peuple palestinien sans défense. Il a appelé l'Agence à fournir tout le soutien possible à l'État frère de Palestine dans le cadre de son mandat et a exhorté les États membres à appuyer le projet de résolution que le groupe arabe présentera au sujet du programme de coopération technique en Palestine au cours des travaux de cette session.

MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES TRANSPORTS

Sayoud passe en revue les orientations prioritaires avec les cadres centraux

Par R E

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, mardi soir, une réunion de coordination avec les cadres centraux, consacrée à l'examen des axes prioritaires liés à l'action sectorielle, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue au palais du Gouvernement, le ministre a insisté sur la prise des mesures nécessaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Il a également mis l'accent sur la nécessité, pour les autorités et services locaux, de prendre les mesures préventives

liées aux saisons de l'automne et de l'hiver, qui "doivent être appliquées de manière continue, loin des campagnes conjoncturelles", et "s'appuyer sur des études d'expertise et des normes de qualité garantissant leur efficacité et leur durabilité", insistant sur le rôle central des assemblées locales élues à cet égard, selon la même source. Dès sa prise de fonction à la tête du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Sayoud a tenu à rappeler l'importance accordée par le président de la République, à la promotion des collectivités locales, en plus des instructions visant à éradiquer les "phénomènes négatifs qui persis-

tent au niveau de certaines villes et villages, notamment en matière de services publics, de réseaux vitaux, de propreté de l'environnement et d'aménagement urbain", poursuit le texte. A cet effet, le ministre a mis en exergue la nécessité de fixer un plan d'action permettant une "prise en charge complète des différentes préoccupations liées au développement de proximité, qui constitue le fondement du bien-être du citoyen", ajoute le communiqué, précisant que M. Sayoud a, à cette occasion, annoncé "l'activation du travail d'inspection et de contrôle sur le terrain, afin de cerner les dysfonctionnements et de mettre en place les méca-

nismes de leur traitement". Il a, en outre, accordé une attention majeure au volet des services publics, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts en vue de les améliorer et les moderniser en permanence. Saluant les efforts déployés par les différents services de sécurité pour préserver la quiétude publique, M. Sayoud a donné plusieurs directives tendant à renforcer cette dynamique, pour une lutte plus efficace contre les différentes formes de criminalité, notamment le trafic de drogues et de substances psychotropes, ainsi que les réseaux criminels impliqués dans la traite des migrants, conclut le communiqué.

EXPOSITION UNIVERSELLE D'OSAKA

Sonatrach participe à la semaine mondiale de l’énergie

Par R E.

Le Groupe Sonatrach prend part aux travaux de la "semaine mondiale de l'énergie" qui se tient du 17 au 28 septembre, à Osaka (Japon), dans le cadre de l'Exposition universelle "Expo 2025", a indiqué mercredi un communiqué du groupe public. Organisée sous le thème "Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain", la "Semaine mondiale de l'énergie" est l'une des principales plateformes réunissant des responsables gouvernementaux, d'organisations internationales, et d'acteurs majeurs du secteur de l'énergie, pour discuter des défis, des opportunités et explorer des solutions novatrices en vue d'accélérer une transition énergétique durable, selon le communiqué. La participation "remarquable et exceptionnelle" de Sonatrach à cet événement, aux côtés de la délégation algérienne, "reflète son engagement à renforcer la place active de l'Algérie dans le secteur énergétique mondial et à contribuer à dessiner les contours d'un avenir propre, sûr et durable, préservant la planète pour les générations futures", précise le communiqué, ajoutant que cette participation confirme le rôle du groupe public "en tant qu'acteur stratégique fiable en matière d'approvisionnement en énergies, mais aussi en tant que partenaire international ouvert à l'innovation et aux énergies propres, notamment à travers les projets d'énergies renouvelables et d'hydrogène vert". A cette occasion, le directeur central des énergies vertes et renouvelables du groupe, M. Youcef Khanfar, et le directeur de l'environnement à la Direction centrale santé, Sécurité et Environnement, M. Abdelkader Fodil Cherif, a participé à une rencontre technique de haut niveau, ayant porté sur des thématiques liées au renforcement de la transition énergétique vers des alternatives propres et durables, à l'instar de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables, ainsi que sur les mécanismes de réalisation de la sécurité alimentaire et hydrique à travers l'investissement dans les énergies vertes et la production d'engrais destinés à soutenir l'activité agricole. Cette rencontre a également abordé des questions relatives à l'accès durable à une eau propre et durable, notamment par son dessalement et son recyclage, de manière à consolider la sécurité énergétique, alimentaire et hydrique des citoyens. Le groupe a souligné, dans son communiqué, que la branche algérienne participant à la manifestation animera l'événement "Semaine algérienne de l'énergie", qui permettra de "mettre en exergue les réalisations de l'Algérie dans les domaines de la sécurité énergétique, alimentaire et hydrique, et de mettre en valeur ses stratégies de diversification des sources d'énergie et de la transition vers un modèle plus durable", conclut la même source.

ALGER

Organisation d’une foire régionale des fournitures scolaires au Palais des expositions

Le Palais des expositions (Pins Maritimes) d'Alger abrite une foire régionale des fournitures scolaires, à l'occasion de la rentrée scolaire (2025-2026), offrant un choix varié de produits à des prix concurrentiels et raisonnables, indique, mardi, un communiqué des services de la wilaya d'Alger. La foire qui se déroule du 14 au 27 septembre, propose aux citoyens et aux parents une gamme variée de fournitures et de manuels scolaires pour leurs enfants à des prix "concurrentiels et raisonnables". Cet espace est doté "d'un distributeur automatique de billets (DAB) permettant d'effectuer différentes transactions monétaires", alors que les offres via les stands dédiés aux différentes fournitures scolaires sont diverses, en sus des offres promotionnelles. Par ailleurs, l'Office national des publications scolaires (ONPS) expose, à cette foire, les manuels scolaires des trois cycles d'enseignement, en affichant le prix global des livres de chaque année scolaire, ainsi que le prix de détail de chaque manuel.

BLIDA

Ouverture de 40 classes intégrées dans le primaire pour les enfants à besoins spécifiques

Le nombre de classes intégrées destinées aux élèves atteints de légères déficiences intellectuelles dans les écoles primaires de la wilaya de Blida est passé à 40, cette année, a-t-on appris, mardi, de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Deux nouvelles classes intégrées ont récemment été ouvertes dans le cadre des efforts de prise en charge de cette catégorie spécifique, portant leur nombre à 40 dans la wilaya, contre 38 l'an dernier, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Bahailil. Ces structures sont encadrées par des enseignants spécialisés et visent à assurer la scolarisation de tous les enfants, quelles que soient leurs capacités, a-t-il précisé, appelant les parents concernés à déposer une demande d'inscription auprès des services de la direction. En prévision de la rentrée scolaire, la wilaya poursuit l'équipement des établissements spécialisés, notamment en matériel pédagogique adapté, dispositifs sonores pour l'école des sourds-muets de Ben Achour et manuels en braille pour l'école des jeunes aveugles d'Ouled Yaïch. Sur le plan de la solidarité, plus de 32.000 cartables scolaires seront distribués dans les prochains jours aux enfants issus de familles démunies, tandis que la prime de solidarité scolaire a déjà été versée à près de 59.000 bénéficiaires, selon la même source.

EL-MEGHAÏER

Réception de nouvelles structures à la prochaine saison scolaire

Plusieurs nouvelles structures seront réceptionnées au cours de la saison scolaire 2025-2026 à travers la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya.

S'exprimant à la presse en marge d'une visite d'inspection à des établissements scolaires, le wali Laaredj Nehila a fait état de la réception de quatre (4) groupements scolaires, deux établissements d'enseignement moyen (CEM) et cinq (5) cantines, en plus d'unités de dépistage et de suivi (UDS). Dans le courant de l'année scolaire, seront également réceptionnés deux (2) lycées, trois (3) groupements scolaires, cinq (5) cantines et dix (10) classes d'extension, a-t-il ajouté. Par ailleurs, une large campagne de nettoyage a été lancée à travers l'ensemble

des établissements éducatifs, en prévision de la rentrée scolaire, selon le même responsable. S'agissant de la question de chauffage, le chef de l'exécutif de la wilaya a fait part de la mise en place d'équipes spécialisées pour la maintenance des appareils de chauffage dans les établissements, en vue d'améliorer les conditions de scolarisation. Le wali d'El-Meghaïer a inspecté un certain nombre de nouvelles structures pédagogiques dans les communes d'El-Meghaïer et Djamaâ, pour s'enquérir de leur équipement. La visite a englobé l'école primaire de la

citée des 940 logements, le groupement scolaire proche de la cité administrative ainsi que deux (2) cantines scolaires au CEM "Chahida Khadra Djerouni" et à l'école primaire "Chahid Djabou Abderrahmane", à la cité El-Wiam, dans la commune d'El-Meghaïer. Dans celle de Djamaâ, il a visité le groupement scolaire de la zone de Mazer Ez-zaouia, deux cantines scolaires à l'école primaire "Chahid Salah Belaggoune" et le CEM "Chahid Maaroufi Tahar" et un groupement scolaire à la cité des 970 logements.

GUELMA

Réception de 50 classes d’extension dans les paliers primaire et moyen

Cinquante (50) classes d'extension ont été réceptionnées à travers des établissements scolaires des cycles primaire et moyen de l'enseignement de plusieurs communes de la wilaya de Guelma en vue de les mettre en service à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris mardi du wali, Houria Aggoun. L'ouverture de ce nombre de

classes d'extension réalisées dans des écoles primaires et collèges d'enseignement moyen (CEM) de la wilaya permettra d'optimiser la capacité d'accueil et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a précisé la même responsable à l'APS en marge d'une réunion technique consacrée aux préparatifs de la nouvelle rentrée scolaire.

Il s'agit de la réception de 42 classes d'extension à travers plusieurs écoles primaires et 8 classes d'extension dans le cycle moyen, a fait savoir la même responsable. Il est également prévu la réception "prochaine" d'autres classes d'extension (18 classes en cycle primaire et 4 autres dans le palier moyen) en cours de réalisation, a souligné la

même responsable. Elle a également rappelé que l'opération de réalisation des classes d'extension avait été menée parallèlement avec la réalisation de nouveaux établissements scolaires, faisant état de la mise en service au titre de la nouvelle rentrée scolaire de 8 nouvelles infrastructures à savoir un lycée, 2 CEM et 5 écoles primaires.

CHLEF

Raccordement de 17 établissements éducatifs à l’électricité et au gaz

Dix sept (17) établissements éducatifs de la wilaya de Chlef ont été raccordés aux réseaux de gaz naturel et d'électricité en prévision de la rentrée scolaire 2025/2026, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Inscrite dans le cadre des efforts visant à assurer la réussite de la rentrée scolaire, cette opération a concerné 13 écoles primaires et quatre (4) lycées dans les communes d'Ouled Farès, Oued Sly, Boukadir, Ténès, Messadek, Sidi Okkacha et

Chlef, selon la même source. Selon la direction de distribution de l'électricité et du gaz, ces projets traduisent l'engagement total de l'entreprise à répondre à l'ensemble des besoins des établissements éducatifs afin de garantir la continuité du processus d'enseignement dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, la direction de l'éducation a organisé une réunion de coordination au profit des directeurs des écoles primaires, pour faire le point sur les derniers

préparatifs de la rentrée scolaire, notamment en matière d'hygiène, d'aménagement des établissements et d'ouverture des cantines dès le premier jour. La même direction a également insisté sur la nécessité d'assurer un accueil approprié aux parents d'élèves et d'être à l'écoute de leurs préoccupations concernant la scolarisation de leurs enfants, en vue de la réussite de cet important rendez-vous

EL-MENIAA

Remise de 240 décisions d’intégration d’enseignants dans les différents paliers scolaires

Pas moins de 240 décisions d'intégration d'enseignants répondant aux critères requis ont été remises à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'El-Meniaa, pour pourvoir des postes dans les trois paliers scolaires, a-t-on appris mercredi des responsables locaux du secteur de l'Education. Ces enseignants sont dispatchés dans différents établissements scolaires à travers les trois communes de la wilaya, à savoir El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, a indiqué à l'APS le direc-

teur de l'Education de la wilaya, Khodeir Ouled-Kouider. Ces 240 enseignants, appelés à occuper des postes vacants dans les trois paliers de l'enseignement général (primaire, moyen et secondaire), bénéficieront d'une formation pédagogique intensive, au cours des tout prochains mois, dans le cadre d'un programme arrêté par le ministère de l'Education nationale, et ce sous la supervision d'enseignants spécialisés, a-t-il ajouté. Ils constituent le deuxième contingent ayant bénéficié de cette opération, après

une première vague de 161 enseignants intégrés à des postes d'enseignement dans les différents paliers scolaires, a-t-il encore fait savoir. Présidant l'opération de remise de ces décisions, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a indiqué que les pouvoirs publics ont mobilisé les moyens humains et matériels pour assurer les bonnes conditions de scolarisation des élèves, à l'instar de l'encadrement pédagogique, de la réalisation de nouvelles structures et de l'équipement des établissements.

Identité : le numérique au service de la confiance

Chaque jour, des milliards d'interactions numériques ont lieu en mettant en jeu l'identité numérique de chaque individu. En dépit des fraudes et des actes de malveillance, les avancées technologiques montrent que sécurité et innovation ne sont pas antagonistes, mais complémentaires. Par Nathalie Gosset, vice-présidente des solutions d'Identité et de Biométrie au sein de Thales.



Par Nathalie Gosset

« Aujourd'hui encore, plus de 800 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à une identité légale selon le dernier rapport des Nations Unies » (Nathalie Gosset, vice-présidente des solutions d'Identité et de Biométrie au sein de Thales)
Le 16 septembre, nous célébrons la Journée Internationale de l'Identité. À l'ère du tout numérique, cette date nous rappelle une évidence trop souvent oubliée : l'identité n'est pas seulement un document, un numéro ou une donnée. C'est le socle invisible de nos vies, le fil rouge qui relie chaque individu à ses droits, à ses opportunités, et à sa dignité. Dans un monde où les échanges se dématérialisent et où les risques de fraude ou d'usurpation se multiplient, garantir à chacun une identité sûre, inclusive et respectueuse des libertés individuelles devient un enjeu majeur pour nos sociétés.

L'identité, un droit humain fondamental

Aujourd'hui encore, plus de 800 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à une identité légale selon le dernier rapport des Nations Unies. Sans elle, impossible de voter, de travailler, d'accéder à des soins ou d'ouvrir un compte bancaire. L'identité est la clé qui ouvre la porte des droits les plus élémentaires. Face à ce constat, les solutions d'identité se multiplient, portées par des initiatives publiques et privées. Que ce soit via des cartes d'identité électroniques, des passeports biométriques ou des portefeuilles numériques, l'objectif est clair : rendre l'identité accessible à tous, partout, sans jamais sacrifier la confiance ou la

protection des données.
En Europe, l'initiative du portefeuille d'identité numérique (EUDI Wallet) illustre parfaitement cette ambition. Ce projet, en cours de déploiement, permettra à chaque citoyen de stocker et de partager ses documents d'identité officiels (carte d'identité, permis de conduire, diplômes, etc.) directement depuis son smartphone, en toute sécurité et sous son contrôle exclusif. Grâce à cette innovation, les démarches administratives, l'accès aux services publics ou la vérification d'âge en ligne deviendront plus simples, plus rapides et surtout plus sûres.

La confiance, pierre angulaire du monde numérique

Chaque jour, des milliards d'interactions numériques ont lieu : une connexion à un service public, un paiement en ligne, une démarche administrative. Derrière chacune de ces actions se pose une question cruciale : comment être sûr que la personne à l'autre bout de l'écran est bien celle qu'elle prétend être ? La réponse réside dans la capacité à concilier sécurité sans compromettre la simplicité d'utilisation. Les technologies actuelles permettent de protéger les données personnelles et les identités contre la fraude, le vol ou la contrefaçon, tout en offrant une expérience utilisateur fluide et intuitive.
Pourtant, la confiance ne se décrète pas. Elle se construit, jour après jour, en plaçant l'humain au cœur des innovations. En Europe, nous avons la chance de bénéficier de réglementations pionnières comme l'AI Act et le RGPD, qui garantissent un usage éthique de l'IA et de la biométrie, et en

tant qu'industriel responsable il est essentiel de s'engager. Appliqués avec responsabilité, la biométrie, les portefeuilles d'identité numérique ou l'intelligence artificielle (IA) transforment l'authentification, la rendant à la fois plus robuste et plus naturelle. Par exemple, les systèmes de « détection du vivant » par IA permettent de vérifier qu'une personne est bien réelle et présente lors d'une authentification à distance, un enjeu crucial à l'heure des deepfakes et des identités synthétiques.

L'identité numérique, entre sécurité et liberté

Le déploiement de l'identité numérique soulève des débats légitimes, notamment sur le risque d'une société de surveillance. La réponse doit être claire : l'identité doit émanciper, pas contrôler. Les solutions les plus avancées intègrent dès leur conception des garde-fous techniques et éthiques : chiffrement fort, minimisation des données, transparence totale sur l'usage des informations, et respect strict des réglementations en vigueur. Certains pays européens vont même plus loin, en offrant à leurs citoyens un historique détaillé de l'utilisation de leur identité numérique, leur permettant de savoir qui, quand et pourquoi leurs données ont été consultées. Cette transparence est essentielle pour instaurer un climat de confiance durable.
Prenons l'exemple de l'Estonie, pionnière en matière d'identité numérique. Depuis plus de vingt ans, ce pays propose à ses citoyens une carte d'identité électronique qui leur permet d'accéder à plus de 3.000 services en ligne, du vote électronique à la déclaration d'impôts, en passant par la consultation de

leur dossier médical. Chaque transaction est tracée et sécurisée, et l'utilisateur garde le contrôle total de ses données. Ce modèle prouve qu'il est possible de concilier innovation, sécurité et respect des libertés individuelles.

Biométrie, détection du vivant : les nouveaux visages de la sécurité

Les technologies biométriques - reconnaissance faciale, empreintes digitales, iris - représentent une avancée majeure. Elles offrent une sécurité renforcée, tout en simplifiant la vie des utilisateurs. Mais elles posent aussi des défis, notamment en cas de compromission. Les bonnes pratiques consistent à ne jamais stocker les données biométriques en clair, mais à les transformer en modèles chiffrés, impossibles à reconstituer. En cas de doute, des mécanismes de secours, comme l'authentification multimodale ou la désactivation des accès, sont prévus.
Mais dans le monde numérique, comment s'assurer qu'un utilisateur est bien un être humain, et non un bot ou une identité de synthèse fabriquée ? Les solutions de détection avancée par IA, déjà déployées dans le monde entier, permettent de lutter contre les fraudes les plus sophistiquées, comme les attaques par morphing (fusion de photos pour créer de faux documents). Ces technologies sont vitales pour sécuriser les frontières, les services bancaires ou les plateformes en ligne, sans porter atteinte à la vie privée.

Un avenir à construire ensemble

L'identité de confiance ne se limite pas à un enjeu du secteur public. Elle est aussi un levier de transformation pour le privé. Imaginez un monde où votre identité vérifiée par l'État pourrait être réutilisée - sur consentement et en toute sécurité - pour ouvrir un compte bancaire, signer un contrat ou accéder à un service de santé, le tout depuis votre smartphone. C'est la promesse des portefeuilles d'identité numérique, qui donnent à chacun le contrôle de ses données et simplifient les démarches du quotidien.
À l'occasion de cette Journée Internationale de l'Identité, rappelons-nous que l'identité est bien plus qu'un outil : c'est un droit, une protection, et une opportunité. Les avancées technologiques montrent que sécurité et innovation ne sont pas antagonistes, mais complémentaires. Ensemble, construisons un monde où chacun peut agir, échanger et vivre en confiance, sans craindre pour son identité.

Source : La Tribune.fr Publié le 16/09/25

QATAR

La Chambre de Commerce explore les voies d’approfondissement de la coopération commerciale avec le Pérou

M. Rashid bin Hamad Al Athba, deuxième vice-président de la Chambre de Commerce du Qatar, s’est entretenu avec Son Excellence M. Gonzalo Voto Bernales Gatica, ambassadeur de la République du Pérou auprès de l’État du Qatar, des relations de coopération commerciale et économique bilatérales et des perspectives de leur consolidation. Les discussions ont également porté sur le rôle moteur du secteur privé dans la stimulation des échanges commerciaux et l’accroissement du volume des transactions bilatérales. Dans un communiqué diffusé ce mardi, la Chambre de Commerce a indiqué que les deux parties se sont accordées sur l’organisation, encore ce mois-ci, d’une visioconférence réunissant des hommes d’affaires qatariens et leurs homologues péruviens. La Chambre de Commerce du Qatar se chargera de la coordination avec la Chambre de Commerce de Lima pour l’organisation de cet événement. Cette rencontre vise à identifier les leviers permettant de renforcer la coopération commerciale et investissements conjoints, en vue d’augmenter le volume d’échanges, lequel s’est établi à environ 41 millions de riyals l’année dernière. Les deux parties ont exprimé une volonté commune d’élever ce chiffre à des niveaux plus ambitieux.

EGYPTE

Le chinois Sungrow prévoit d’implanter une usine de batteries de stockage d’énergie

L’Egypte mise sur le solaire, l’éolien, l’hydroélectricité et l’hydrogène vert pour diversifier son mix électrique et réduire sa dépendance au gaz, tout en cherchant à se positionner comme un hub énergétique régional et un exportateur d’hydrogène vert vers l’Europe.

Sungrow Power Supply, un groupe chinois spécialisé dans les énergies renouvelables, envisage d’installer une usine de batteries de stockage d’énergie en Egypte, a annoncé le porte-parole de la présidence égyptienne dans un communiqué publié le dimanche 14 septembre 2025. Ce projet a été annoncé lors d’une rencontre tenue au Caire entre le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi et le président du groupe Sungrow Power Supply, Cao Renxian. « Les discussions ont porté sur un projet de création d’une usine de batteries de stockage d’énergie en Egypte, avec une capacité de production annuelle pouvant atteindre 10 gigawatts (GW) », a précisé la présidence. Le président du groupe chinois a

également présenté l’expertise de son entreprise dans les domaines de la production de composants pour centrales électriques et de la fabrication de batteries de stockage d’énergie, indiquant que Sungrow Power Supply est « prêt à coopérer avec l’Egypte pour localiser l’industrie des batteries de stockage d’énergie en Egypte, en tirant parti des infrastructures avancées du pays, de sa position géographique et de sa capacité à accéder aux marchés régionaux et internationaux ». Les batteries de stockage d’énergie sont essentielles à la transition énergétique, car elles contribuent à stabiliser les réseaux électriques, à intégrer les énergies renouvelables intermittentes et à fournir des solutions de secours. Sungrow Power Supply est un leader

mondial dans les solutions d’énergies renouvelables. Il opère notamment dans la fabrication des onduleurs solaires, des systèmes de stockage d’énergie, des bornes de recharge pour véhicules électriques, et de solutions pour les installations flottantes. L’Egypte, qui entend porter la part des énergies renouvelables à 30% de son mix électrique d’ici 2030, compte plus de 25 000 mégawatts (MW) de projets d’énergies renouvelables déjà en service et en cours de développement. Ce pays d’Afrique du Nord cherche aussi à se positionner comme un hub régional des énergies renouvelables, et mise sur l’exportation de l’électricité verte et de l’hydrogène vert vers l’Europe, via de futurs corridors euro-méditerranéens.

NIGERIA-LIBYE

Des études en vue pour relancer un projet de gazoduc vers l’Europe

Il y a 3 ans environ, Mohamed Aoun, alors ministre du Pétrole de la Libye, avait proposé une option au projet de gazoduc transsaharien prévu pour approvisionner l’Europe en gaz à partir des ressources gazières du Nigeria. La Libye et le Nigeria envisagent de relancer les discussions autour d’un projet de gazoduc destiné à acheminer le gaz nigérian vers l’Europe via la Libye. C’est ce qu’il ressort d’une information relayée samedi 13 septembre par la

presse libyenne dans la foulée d’une réunion entre les autorités des deux pays. La rencontre a porté sur la transmission de données techniques et la réalisation d’études de faisabilité en lien avec ce projet. À cet effet, les autorités libyennes et nigérianes prévoient de mobiliser leurs équipes techniques pour examiner les différentes options de tracé du gazoduc. Selon les données reprises par la presse locale, l’itinéraire via la Libye est évalué à envi-

ron 3300 kilomètres, plus court que des projets concurrents, comme le gazoduc Nigeria-Algérie (Trans-Saharan Gas Pipeline, près de 4000 km), et le gazoduc Nigeria-Maroc (5560 km). Ce corridor donne accès au réseau méditerranéen, en particulier au gazoduc Greenstream, qui relie déjà la Libye à l’Italie. Pour le Nigeria, il s’agit de diversifier ses débouchés et d’accroître ses exportations de gaz, dans un contexte de recherche de nouveaux mar-

chés. Ces derniers mois, Abuja a en effet multiplié les initiatives comme la poursuite du projet de gazoduc Nigeria-Maroc, les discussions sur l’extension du West African Gas Pipeline vers la Côte d’Ivoire, ainsi que le plan d’expansion gazière de 60 milliards de dollars annoncé pour cibler les marchés internationaux. Pour la Libye, le projet s’inscrit dans la volonté du gouvernement d’augmenter sa production pétrogazière et de va-

loriser ses réserves, notamment à travers la réhabilitation de champs existants et le maintien des exportations vers l’Italie, via le gazoduc Greenstream. Le projet est au stade exploratoire, limité pour l’instant aux échanges techniques et aux études de faisabilité. Les autorités libyenne et nigériane ont annoncé la préparation d’un protocole d’accord pour encadrer la coopération et la transmission de données techniques

TUNISIE

Tunis accélère son programme de transformation numérique de l’administration

Un conseil ministériel présidé par la cheffe du gouvernement Sarra Zaafrani Zenzri s’est tenu mardi 16 septembre 2025 pour évaluer l’avancement des projets de transformation numérique de l’administration. Cette réunion s’inscrit dans la continuité du conseil du 24 mai 2025, consacré au programme économique et social de l’État, dont la numérisation de l’administration est l’un des piliers. La cheffe du gouvernement a insisté sur la nécessité de bâtir une administration tunisienne moderne, fondée

sur les données ouvertes et le recours à l’intelligence artificielle. Selon elle, la numérisation constitue une levier essentielle pour l’économie nationale, en garantissant la transparence des transactions, l’amélioration des services pour les citoyens et les entreprises, et le renforcement de la compétitivité du pays à l’échelle régionale et internationale. Elle a souligné que la digitalisation n’est plus une option mais une obligation nationale, permettant à la fois de simplifier la vie des citoyens, de stimuler l’investissement, et de lutter effica-

cement contre la corruption. 138 projets programmés pour 2025-2026 Le ministre des Technologies de la communication, Sofiane Hammissi, a présenté l’état d’avancement du programme 2025-2026, qui comprend 138 projets répartis sur quatre grands axes : Transformation numérique de l’administration (99 projets) : Promotion de l’économie numérique (18 projets) : Sécurité et confiance numériques (12 projets) :

Développement des infrastructures numériques (9 projets) : Ainsi, la cheffe du gouvernement a annoncé que la Tunisie adoptera une vision nationale unifiée pour 2026-2030, avec un calendrier clair, des priorités définies et une approche centrée sur l’expérience utilisateur. Elle a insisté sur l’importance de réinventer les procédures avant leur numérisation, afin de garantir une administration efficace, inclusive et transparente.

CENTRAFRIQUE

Un fonds national de garantie annoncé pour faciliter le crédit aux PME

L'initiative vise à réduire les obstacles liés aux garanties bancaires et à renforcer la participation des PME à l'économie.

La République centrafricaine envisage de créer un nouveau fonds national de garantie destiné à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et à faciliter leur accès au financement. L'information a été donnée le lundi 15 septembre 2025, par Richard Filakota (photo), ministre de l'Économie, lors de la table ronde consacrée au Plan national de développement (PND-RCA 2024–2028) tenue à Casablanca, au Maroc. Ce fonds vise à répondre à une difficulté récurrente : l'accès limité des PME au crédit bancaire en raison des exigences de garanties matérielles souvent impossibles à fournir. Le calendrier de sa mise en place et son capital initial n'ont pas encore été précisés. Ce mécanisme de garantie aurait

plusieurs fonctions clés. Il permettra de réduire les obstacles au financement des PME en couvrant une partie du risque de crédit supporté par les banques. Les établissements financiers seront ainsi incités à financer davantage les PME, notamment dans les secteurs productifs (agriculture, artisanat, services, industrie légère). Le fonds pourrait également jouer un rôle clé dans l'accompagnement technique des PME, notamment en matière de gestion et de renforcement des capacités. Ce projet s'inscrit dans une dynamique déjà amorcée. Le 21 mai 2025, les autorités centrafricaines ont lancé le Fonds national de garantie et d'investissement (FNGI) doté de 10 milliards de francs CFA, avec

l'appui de la Banque mondiale pour améliorer la compétitivité des PME dans le pays. Le nouveau fonds annoncé viendrait compléter cet outil en ciblant directement la problématique du crédit aux PME. En Centrafrique, 22% des PME ont accès au financement bancaire formel, selon les données officielles. Cette faible couverture limite leur rôle dans la création d'emplois et la diversification de l'économie. À travers ce fonds, l'État cherche donc à renforcer la participation des PME à la croissance nationale et à attirer des partenaires financiers internationaux capables de contribuer au capital et à la gestion de l'instrument.

ILE MAURICE

L'indien Servotech pénètre le marché mauricien de la recharge de véhicules électriques

Cet accord s'ajoute aux récentes initiatives de Tata.ev et Stellantis, renforçant la dynamique en faveur de la mobilité électrique et des solutions solaires en République de Maurice. La société indienne Servotech Renewable Power System a signé le lundi 15 septembre un accord commercial avec Enovra Energy Solutions pour la distribution de ses solutions solaires et de recharge de véhicules électriques en République de Maurice. L'entreprise mauricienne devient le représentant exclusif de Servotech dans le pays, avec pour mission de déployer éga-

lement ces équipements dans les régions voisines. L'accord scelle un engagement à long terme entre les deux parties. Selon le communiqué, il permettra à Enovra d'assurer l'assistance technique et la commercialisation des produits, afin de renforcer l'accessibilité et l'adoption d'énergies propres. Le montant du financement des opérations n'a toutefois pas été précisé. Nadir Soobratty, directeur d'Enovra, a commenté : « Chez Enovra, notre mission a toujours été de rendre les énergies renouvelables accessibles et abordables pour la population mauricienne. Notre partenariat avec

Servotech marque une avancée significative dans la concrétisation de cette vision et nous permet d'offrir à notre pays des solutions solaires et de recharge pour véhicules électriques de classe mondiale, qui non seulement répondent aux normes internationales, mais sont également plus abordables que celles de tous nos concurrents ». Maurice attire ces derniers mois de nouveaux acteurs de la mobilité électrique. En mars, Tata.ev a lancé avec Allied Motors son portefeuille de véhicules électriques dans le pays, incluant les modèles Tiago.ev, Punch.ev et Nexon.ev. En mai, Stel-

lantis et ABC Automobile ont introduit la marque Leapmotor, proposant notamment son modèle C10. Ces initiatives sont favorisées par la mise en place d'un environnement réglementaire propice à la mobilité électrique et aux solutions renouvelables. Avec l'arrivée de Servotech, le pays consolide son statut de marché pilote pour l'adoption de la mobilité électrique en Afrique subsaharienne. Ce mouvement devrait contribuer à accélérer la décarbonation du secteur du transport et à renforcer les liens économiques avec l'Inde, un partenaire stratégique.

CÔTE D'IVOIRE

Kobo lève 3,9 millions \$ pour financer ses travaux d'exploration d'or

Presque 9 mois se sont écoulés en 2025 et le cours de l'or reste haussier, avec une croissance d'environ 35% depuis janvier. Cette performance explique l'accélération des investissements initiés par les juniors minières dans l'exploration, notamment en Côte d'Ivoire. Le lundi 15 septembre, la junior minière canadienne Kobo Resources a annoncé avoir mobilisé 3,9 millions USD dans le cadre d'un placement privé effectué en août. Les fonds serviront, indique-t-elle, à financer la poursuite des travaux d'exploration aurifère engagés plus tôt cette année en Côte d'Ivoire, notamment sur le projet Kossou. « La société a l'intention d'utiliser le produit net de l'offre pour poursuivre ses initiatives d'exploration initiées au 1er semestre 2025 et étendre les zones de minéralisation connues sur ses 3 ci-

bles principales, les zones Road Cut, Jagger et Kadie sur le projet aurifère de Kossou, lancer des travaux métallurgiques préliminaires et développer davantage son étude géochimique et de tranchées des sols en cours à Kossou, ainsi que pour améliorer le programme d'exploration géologique sur le permis de recherche de Kotobi et à des fins générales d'entreprise et de fonds de roulement » lit-on dans la note de la société. Principal projet du portefeuille d'exploration aurifère de Kobo, Kossou fait l'objet d'une campagne de forage au diamant depuis avril dernier. Selon le programme annoncé par la société, les travaux devraient d'abord comprendre des forages de 5000 à 6000 mètres sur les cibles Jagger et Road Cut, avant de se prolonger à jusqu'à 30 000 m en cas de résultats positifs. À Kotobi où l'ex-

ploration est moins avancée, la société indique étudier des cibles en vue de prochains travaux. Globalement, ces projets en sont encore aux prémices du processus de développement d'un gisement d'or, et il est à ce stade encore incertain que les travaux en cours aboutissent à une découverte majeure. En attendant les prochaines mises à jour opérationnelles de Kobo, rappelons que la Côte d'Ivoire compte actuellement d'autres projets d'exploration plus avancés. C'est le cas du gisement aurifère Boundiali opéré par l'australien Aurum Resources, où 2,41 millions d'onces de ressources ont déjà été identifiées. Il en est de même pour le projet Didievi (African Gold) qui fait l'objet d'un nouveau programme de forage visant à accroître ses 989 000 onces de ressources inférées.

TOGO

Lomé Container Terminal lance les travaux de dragage

Alors que ses installations commencent à accueillir des navires de 400 mètres, le port de Lomé poursuit ses investissements pour augmenter ses capacités opérationnelles. Ceci dans un contexte de compétition portuaire régionale pour capter un maximum de trafic.

Lomé Container Terminal (LCT) a entamé les travaux de dragage de son terminal à conteneurs. Les opérations, qui consistent en l'approfondissement du bassin, du cercle d'évitage et du chenal d'accès, visent à améliorer la navigabilité et accueillir des porte-conteneurs de plus grande envergure. Cette initiative s'inscrit dans les plans pour booster les capacités opérationnelles du port de Lomé, hub ouest-africain de l'armateur MSC qui déploie depuis quelques mois des navires de 24 000 EVP dans la région. Portés par la croissance démographique dans certains pays comme le Nigeria, les niveaux de consommation dans cette zone sont en effet en hausse. De par son positionnement, Lomé sert au cabotage vers d'autres plateformes régionales, et est une des portes d'entrée maritimes vers certains pays enclavés, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Cette sollicitation traduit la progression du trafic qui s'y est établi à 30 641 830 tonnes en 2024, dont près de 20,2 millions de marchandises transbordées. Le fret conteneurisé a quant à lui franchi pour la première fois la barre des 2 millions d'EVP. Dans une interview récemment accordée à l'Agence Ecofin, Gregory Krief, Directeur général de MSC Togo, a indiqué que les terminaux d'Abidjan et de Tema sont quant à eux principalement orientés vers le traitement des flux de leurs corridors domestiques et transfrontaliers.

BÉNIN

La production industrielle en hausse de 5,1% au deuxième trimestre 2025

La production industrielle du Bénin a enregistré une hausse de 5,1% au deuxième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente, selon le bulletin de l'indice de prix de la production de l'industrie, publié mardi à Cotonou. Ce document, élaboré par l'Institut national de la statistique et de la démographie, attribue cette performance à la bonne dynamique des industries manufacturières, en progression de 5,9%, portées notamment par les industries textiles avec une croissance de 42,0% et par les industries métalliques avec une hausse de 12,3%. "Les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau affichent, pour leur part, une hausse de 3,9%", précise la même source, soulignant que les activités extractives ont reculé de 0,4 %.

AVANT UNE BAISSSE ATTENDUE DES TAUX DE LA FED

Les marchés boursiers restent solides, le dollar rebondit

Les marchés mondiaux se maintiennent à proximité de leurs sommets historiques, l'or recule et le dollar bénéficie d'un répit, à la veille d'une baisse largement anticipée des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed), sur fond d'inquiétudes concernant l'avenir de l'indépendance des banques centrales.

Les principales places européennes évoluaient en hausse en début de séance, les contrats à terme sur actions américaines affichaient une stabilité, voire une légère progression, tandis que l'indice phare japonais Nikkei enregistrait un léger repli après ses records. Le dollar, quant à lui, reprenait des couleurs au lendemain d'une nette correction liée aux anticipations d'assouplissement monétaire de la Fed. La Fed devrait abaisser ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage pour les situer dans la fourchette de 4,00 % à 4,25 % plus tard dans la journée de mercredi, l'attention se portant désormais sur les commentaires du président Jerome Powell quant aux perspectives de politique monétaire. Cette réunion de septembre intervient également dans un contexte inhabituel :

BOURSE ZURICH

Ouverture dans le rouge

Toujours hésitante, la Bourse suisse a entamé la séance de mercredi dans le rouge, après avoir clôturé en net repli la veille. Les investisseurs se préparaient à accueillir en soirée le verdict de la banque centrale américaine, laquelle devrait de l'avis de la majorité des économistes réduire ses principaux taux d'intérêts. Nestlé sera aussi au cœur de l'attention. Si la décision de la Réserve fédérale (Fed) suscite un vif intérêt des marchés, les investisseurs se pencheront surtout sur ses nouvelles projections économiques, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. "Mais une interrogation domine : face à la dégradation rapide du marché de l'emploi, Jerome Powell pourrait-il aller au-delà des attentes et abaisser les taux de 50 points de base ?" poursuit l'expert en investissements. Alors que la Bourse suisse a terminé mardi dans le rouge vif, clôturant sur un repli de plus de 1%, les principaux indices américains ont fini sans tendance, après une séance hésitante. Le S&P 500 et le Nasdaq ont d'abord inscrit de nouveaux records avant d'effacer leurs gains. Les investisseurs sont restés concentrés sur la réunion du Comité de politique monétaire (FOMC) de la Fed, qui a débuté mardi et qui devrait se solder ce mercredi par une baisse du taux d'intérêts directeur de 25 points de

base. Steven Miran, en congé de l'administration Trump, a rejoint le conseil de la Fed, tandis que la gouverneure Lisa Cook fait face à des tentatives du président Donald Trump visant à l'évincer. « Une baisse des taux est déjà pleinement intégrée par les marchés. Certains s'interrogeaient sur la possibilité d'un abaissement de 50 points de base, compte tenu de la présence de membres accommodants au sein du conseil, mais cela me semble moins probable », analyse Nina Stanojevic, spécialiste senior des investissements chez St. James's Place. « Ce qui sera intéressant, c'est le discours qui émergera de la réunion et l'orientation future des taux », ajoute-t-elle. L'indice du dollar, qui mesure la devise américaine face à un panier de grandes monnaies, progressait de 0,2 % après avoir atteint mardi son niveau le plus bas

base. Du côté des statistiques américaines, les ventes au détail et la production industrielle ont surpris positivement, tout comme les prix à l'export et à l'import, rappelle M. Plassard. Pourtant, ces données n'ont pas modifié les attentes de marché quant à la trajectoire de la politique monétaire. Du côté des données macroéconomiques du jour, les exportations du Japon vers les Etats-Unis ont dégringolé de 13,8% sur un an en août. Les envois ont notamment été plombées par l'automobile sous la pression des lourdes taxes douanières imposées par l'administration Trump. Au total, tous pays confondus, les livraisons du Japon ont reculé de 0,1 % en août sur un an, leur quatrième mois de recul consécutif. L'inflation est restée stable en août au Royaume-Uni, à 3,8%, le même niveau qu'en juillet. Un renchérissement stable qui vient renforcer les attentes selon lesquelles la Banque d'Angleterre (BoE) maintiendra inchangé ses taux d'intérêt lors de sa réunion jeudi. A la Bourse suisse, le SMI en parvenait pas à rebondir après sa chute de la veille, cédant peu après 09h15 0,38% et glissant sous la barre des 12'000 points, à 11'973,56 points. Le SLI abandonnait 0,25% à 1979,59 points et l'indicateur élargi SPI 0,19% à 16'678,15 points.

depuis début juillet. L'euro cédait 0,25 % à 1,1840 dollar, après avoir touché 1,1867 mardi, un sommet depuis septembre 2021. Le dollar regagnait également du terrain face au yen, autour de 146,66, après un recul de 0,6 % lors de la séance précédente. « Si le président de la Fed se montre plus accommodant que prévu, cela pourrait bien peser sur le dollar, mais jusqu'où peut-on encore accentuer le pessimisme ? », s'interroge Mahjabeen Zaman, responsable de la recherche sur les changes chez ANZ, lors d'un podcast. « Plus de cinq baisses sont déjà anticipées pour ce cycle.»

Des marchés qui tiennent bon

Les actions mondiales restent proches des records atteints lundi, tandis qu'en Asie, l'indice Hang Seng de Hong Kong bondissait de 1,8 %, soutenu par des avancées concernant un accord permettant à la plateforme chinoise TikTok de poursuivre ses activités aux États-Unis. La Banque du Canada devrait également abaisser ses taux ce mercredi, afin de faire face à un marché du travail en perte de vitesse et à des tensions commerciales persistantes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 15 Septembre 2025 Valeur : 17 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4677	129.4827
1	EUR	EURO		151.9045	151.9350
1	GBP	POUND STERLING		175.8117	175.8798
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7688	87.8027
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1735	18.1773
1	CHF	SWISS FRANC		162.5050	162.6054
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5460	93.5771
1	DKK	DANISH KRONE		20.3495	20.3532
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8921	13.9066
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1323	13.1500
1	AED	UAE DIRHAM		35.2456	35.2555
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5118	34.5177
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.9283	424.1163
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2039	44.6482
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3655	14.3672
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8677	23.9903
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2424	3.2525
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6106	177.6106

PARIS

Les marchés suspendus à la trajectoire de la Fed

Après son trou d'air de la veille (-1%), la Bourse de Paris gravis ce matin autour de son point d'équilibre, vers 7825 pts, aidée par Accor (+1,8%), EssilorLuxottica (+1,5%) et Stellantis (+1,4%). Principal rendez-vous de la semaine : la Fed publiera ce soir à 20h un communiqué à l'issue de deux jours de réunion du FOMC, son comité de politique monétaire, qui sera suivi une demi-heure plus tard d'une conférence de presse de son président Jerome Powell. Selon le baromètre FedWatch du CME Group, les traders tablent avec une probabilité de l'ordre de 96% sur une baisse de taux de 25 points de base, les 4% restants envisageant une réduction plus agressive de 50 points. Cet assouplissement pourrait par ailleurs se prolonger d'ici à la fin de l'année, puisque la probabilité d'une

nouvelle baisse du coût du crédit en octobre est aujourd'hui estimée à près de 77%, et celle d'un autre geste au mois de décembre à quelque 71%. Afin de pouvoir affiner leurs anticipations, les investisseurs attendent surtout de prendre connaissance des nouvelles prévisions de croissance et d'inflation de l'institution, mais surtout des éventuelles modifications que Jerome Powell apportera à son discours. 'Il est peu probable que Powell s'engage sur un calendrier, des objectifs ou sur de futures réductions de taux, mais il pourrait bien indiquer la voie baissière dans laquelle les taux vont aller, en vue d'un retour vers une politique pouvant être qualifiée de neutre', indique Michael Brown, analyste marchés chez Pepperstone. 'Si de telles remarques peuvent sembler a priori relativement anodines,

elles représentent malgré tout un risque négatif pour les marchés, sachant que ces derniers intègrent un assouplissement de 75 points de base dès cette année et un retour à un taux terminal de 3% d'ici à la fin juin 2026, un niveau ambitieux qui semble presque impossible à atteindre', juge le stratège. Depuis quelques semaines, les investisseurs redoutent par ailleurs que la Fed se résigne ce soir à annoncer une baisse de taux 'forcée' qui pourrait les contraindre à revoir leur scénario favorable actuellement basé sur une conjoncture en mode 'Boucle d'or' ('Goldilocks'), c'est-à-dire une croissance ni trop rapide, ni trop lente, et à endosser l'hypothèse moins glorieuse d'une 'stagflation' (croissance faible et inflation tenace) actuellement privilégiée par certains. 'Toutes les baisses de taux ne se valent pas', rappelle Charu Chanana, la

directrice des investissements chez Saxo. 'Si les mesures de soutien sont justifiées par une dégradation de la croissance ou des craintes de récession, alors les bénéfices des entreprises pourraient diminuer', souligne-t-elle. 'Dans ce cas, le soulagement au niveau des valorisations apporté par des taux d'intérêt moins élevés ne résisterait pas à la détérioration des fondamentaux', prévient la stratège. 'Certes, la Fed est actuellement en train de changer de braquet, mais ce sont l'inflation, la croissance et la situation politique qui détermineront la tendance sur les marchés', conclut-elle. Autant d'éléments susceptibles d'influencer les marchés d'actions, les rendements obligataires et les devises dans un avenir proche. Après avoir ouvert sur de nouveaux records, Wall Street a fini dans le

rouge hier, les investisseurs ayant peut-être commencé à se demander si le 'fait accompli' d'une baisse des taux de la Fed ne pourrait se manifester aujourd'hui. Au terme des échanges, le Dow Jones cédait 0,3% tandis que le S&P 500 et le Nasdaq Composite limitaient leur repli autour de 0,1%. Sur le marché des changes, l'euro évolue à un sommet de quatre ans face au dollar, non loin de 1,184 USD, en dépit des chiffres solides des ventes au détail américaines publiées hier, qui témoignent de la robustesse de la consommation aux États-Unis. En zone euro, le marché prendra connaissance dans la matinée des chiffres définitifs de l'inflation en août, avec l'espoir qu'ils confirment que l'évolution des prix est revenue à un niveau proche de l'objectif de la BCE.

ESTONIE

Une nouvelle usine d’aimants en terres rares alimente la transition verte de l’Europe

Un grand pas pour l'Europe pour moins dépendre de la Chine en aimants en terres rares, essentiels pour les technologies propres. Narva a inauguré le premier site de production européen et prévoit d’approvisionner plus d'un million de véhicules électriques et un millier d'éoliennes chaque année.

La première usine européenne d'aimants en terres rares a ouvert ses portes cette année à Narva, au nord-est de l'Estonie, à la frontière avec la Russie. La nouvelle installation, construite par une entreprise canadienne avec le soutien de l'Union européenne, marque une étape importante dans les efforts déployés par l'UE pour sécuriser sa propre chaîne d'approvi-

sionnement en technologies critiques. Actuellement, 90 % de la demande européenne d'aimants permanents est couverte par la Chine. « Les aimants permanents en terres rares sont la clé de voûte de la transition de l'Europe vers des technologies "zéro net". Lorsque vous les intégrez aux moteurs, vous les rendez plus effi-

Avec une capacité annuelle d'environ 2 000 tonnes métriques de blocs magnétiques, l'usine de Narva pourrait fournir des aimants pour plus d'un million de véhicules électriques ou plus d'un millier d'éoliennes en mer. Les aimants sont construits selon les spécifications requises pour approvisionner l'industrie automobile européenne et les producteurs d'éoliennes.

FACE AU PROTECTIONNISME DE TRUMP

Mercosur et AELE signent un accord de libre-échange

Le Mercosur et l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont signé mardi un accord commercial visant un marché de 300 millions de personnes, vu par le Brésil comme un "signal clair" face aux mesures protectionnistes de Washington. Le traité inclut la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein pour l'AELE, et l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay

et la Bolivie pour le Mercosur. "Aujourd'hui, nous envoyons le signal clair que dans un monde marqué par des restrictions commerciales et par l'augmentation du protectionnisme, nous continuons de défendre le commerce international fondé sur des règles", a déclaré le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, lors de la cérémonie de signature à Rio de Janeiro.

L'entrée en vigueur de cet accord dépend encore de sa ratification par les parlements de chaque pays membre des deux blocs. La signature intervient dans un contexte international marqué par de fortes tensions commerciales, après que le président américain Donald Trump a imposé une série de droits de douane sur les produits européens et brésiliens.

Il existe d'"excellentes perspectives" pour la signature avant la fin de l'année de l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur, dont le Brésil exerce la présidence tournante, a ajouté M. Vieira. La Commission européenne a lancé ce mois-ci le processus de ratification du traité, négocié depuis 25 ans entre les deux blocs.

ESPAGNE

Les prévisions de croissance pour 2025 revues à la hausse

L'Espagne table sur une croissance économique de 2,7% en 2025, malgré le contexte international "complexe", a affirmé, mardi, le ministre de l'Economie espagnol, Carlos Cuerdo. "L'économie espagnole présente toujours des signes clairs de vigueur, aussi bien à court terme qu'à moyen terme, et nous continuons d'accumuler, jour après jour, les bonnes nouvelles économiques", s'est félicité M. Cuerdo lors d'une conférence de presse, en annonçant une révision de 0,1 point de la prévision de croissance du gouvernement, désormais portée

à 2,7% pour 2025. "L'Espagne a des perspectives positives jusqu'à l'année 2028, avec une croissance robuste, équilibrée et soutenue sur des bases solides (...) malgré le contexte international complexe", a-t-il ajouté précisant tabler sur une croissance de 0,7% au 3e trimestre. Après une croissance de 3,2% en 2024, l'Espagne avait maintenu son rythme en début d'année, avec une augmentation du PIB de 0,6% au premier trimestre et de 0,7% au deuxième, enchaînant ainsi huit trimestres consécutifs de hausse du PIB supérieure à

0,6%. Parallèlement, la Banque d'Espagne a également relevé mardi sa prévision de croissance pour 2025 à 2,6%, soit deux dixièmes de plus que ce qui était précédemment projeté, et un niveau désormais supérieur aux prévisions du Fonds monétaire international (2,5%). "L'économie espagnole (...) continue de montrer une remarquable capacité de résilience dans le contexte international actuel et a enregistré au deuxième trimestre un comportement plus favorable que prévu", a souligné l'institution dans la dernière mise à jour de ses projections macroéconomiques.

UN OBJECTIF DE 80 MILLIARDS D’EURO POUR LE BUSINESS DU SPORT

La chine veut envoyer ses habitants dans les stades pour relancer sa croissance

Les autorités chinoises ont présenté les grandes lignes de leur plan visant à stimuler la consommation de services, alors que leur économie ralentit ces dernières semaines. Ils misent notamment sur le sport. La Chine compte sur le sport pour relancer son économie, en voie de ralentissement ces derniers mois. Neuf agences gouvernementales, dont le ministère du Commerce, le ministère des Finances et la banque centrale du pays, ont présenté ce mardi 16 septembre leurs pistes visant à stimuler la consommation des ménages, en particulier dans les services.

Les autorités se sont notamment engagées à introduire davantage d'événements sportifs internationaux, à soutenir les gouvernements locaux dans l'organisation d'activités sportives et à développer des événements de prestige, des ligues professionnelles et des marques de sport. D'ici à 2030, la Chine espère que l'industrie du sport atteigne un chiffre d'affaires total de 7.000 milliards de yuans (832 milliards d'euros, soit presque un tiers du PIB de la France), selon un récent rapport du bureau général du Conseil d'État chinois, qui en fait aussi un objectif de santé publique. Des efforts de ce type sont déjà dé-

ployés dans certaines régions, comme le Jiangsu (85 millions d'habitants), alors que les fans de football chinois montrent un engouement croissant pour les championnats locaux, malgré les résultats peu concluants de leur équipe nationale. En mai, des matchs de la ligue locale du Jiangsu ont entraîné une hausse de 50% du tourisme dans les villes hôtes, et la consommation a augmenté de 15% selon le South China Morning Post (SCMP). Depuis son lancement en mai 2025, les 60 matchs des dix premières journées ont attiré en moyenne 25.000 spectateurs et plus de 1,3 milliard de vues en direct.

ROYAUME-UNI

Inflation stable en août, à 3,8%

L'inflation est restée stable en août au Royaume-Uni, à 3,8%, le même niveau qu'en juillet, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS), renforçant les attentes selon lesquelles la Banque d'Angleterre ne réduira pas ses taux d'intérêt lors de sa réunion jeudi. Ce niveau d'inflation est conforme aux prévisions des analystes, qui tablaient sur une hausse de 3,8%, selon le consensus établi par Bloomberg.

BRÉSIL

Le taux de chômage au plus bas depuis 13 ans

Le taux de chômage au Brésil a poursuivi sa baisse, à 5,6% pour le trimestre allant de mai à juillet, au plus bas depuis 13 ans, selon les chiffres officiels publiés mardi. Il s'agit du plus bas niveau depuis 2012, lorsque l'institut de statistiques IBGE a adopté sa méthode de calcul actuelle, en analysant des trimestres glissants. Le précédent record avait été établi lors du trimestre avril-juin (5,8%). L'IBGE estime qu'il y avait 6,118 millions de personnes à la recherche d'un emploi dans la première économie d'Amérique du Sud de mai à juillet, soit 1,2 million de moins qu'un an auparavant. A titre de comparaison, le taux chômage s'élevait à 6,8% lors de cette même période en 2024. La part de la population active travaillant dans le secteur informel reste néanmoins très élevée, à 37,8%. Le revenu moyen des travailleurs brésiliens a atteint 3.484 réais (environ 555 euros) de mai à juillet, une hausse de 3,8% sur un an.

ARGENTINE

Le gouvernement lance la privatisation partielle des trois centrales nucléaires du pays

Le gouvernement argentin de Javier Milei a annoncé mardi lancer le processus de privatisation partielle de l'entité publique en charge des trois centrales nucléaires du pays, contribuant à hauteur de 7,4% à son énergie. Le processus, qu'officialisera un décret dans les prochains jours, prévoit "la vente de 44% des actions de Nucleo Electrica par le biais d'un appel d'offres national et international, tandis que l'Etat conservera 51% du capital", a annoncé à la presse le porte-parole présidentiel Manuel Adorni. En outre, "un programme d'actionnariat sera mis en place portant sur un maximum de 5% du capital, permettant l'inclusion des salariés dans le dispositif d'actionnariat", a précisé le gouvernement dans un communiqué. Nucleo Electrica est en charge des trois centrales nucléaires d'Argentine - dont une est actuellement à l'arrêt pour reconditionnement- pour une puissance totale de 1.763 mégawatts, contribuant à hauteur de 7,4% à la production d'électricité du pays, selon des données officielles de 2024.

Samsung corrige une faille dans une bibliothèque d'analyse d'images

Le constructeur sud-coréen a mis à jour ses terminaux Galaxy fragilisés par une faille dans une bibliothèque d'analyse d'images pour Android. Déjà exploitée, elle entraîne une exécution de code à distance.

Alerte sur les plusieurs smartphones Galaxy de Samsung. En effet, la société a mis à jour ses terminaux après la découverte d'une vulnérabilité exploitée. Elle réside dans une bibliothèque d'analyse d'images « libimagecodec, quram.so » fournie par Quramsoft. Les attaquants peuvent à distance exécuter du code arbitraire via des fichiers image spécialement conçus. « Les exploits zero-day ciblant les applications populaires et les bibliothèques OEM témoignent de la vitesse à laquelle les attaquants ciblent les terminaux mobiles comme moyen d'accès », a déclaré Brian Thornton, ingénieur commercial senior chez Zimperium. « Les équipes de sécurité doivent s'assurer que les employés mettent immédiatement à jour leur smartphone Samsung et renforcent leurs plans de défense mobile. » Même si Samsung n'a pas précisé l'impact que ce bug pourrait avoir sur les environnements d'entreprise protégés par Knox, on peut supposer sans risque qu'un exploit RCE peut avoir plusieurs impacts. Il est généralement capable de contourner les protections des utilisateurs, compromettre les contrôles de gestion des terminaux ou créer une brèche débouchant sur une compromission plus large des flottes

mixtes personnelles et professionnelles. Tous les mobiles fonctionnant sous Android 13 à 16 étant concernés par cette vulnérabilité désormais corrigée, de nombreux parcs informatiques d'entreprise pourraient encore être vulnérables. La bibliothèque affectée est largement utilisée partout où des images sont traitées, notamment dans les applications système (Galerie, Appareil photo), les applications de messagerie et les applications tierces qui s'appuient sur les API d'image de Samsung.

Le bug derrière les pixels

Répertoriée sous la référence CVE-2025-21043, cette faille résulte d'un problème d'écriture hors limites dans libimagecodec.quram.co, une bibliothèque d'analyse d'images spécifique à Samsung. Un pirate peut déclencher le bug à l'aide d'un fichier image spécialement conçu, ce qui conduit à l'exécution de code à distance (RCE). Samsung a confirmé que ce bug critique (CVSS 8,8 sur 10) était exploité lorsque Meta/WhatsApp l'a signalé en privé en août. Même l'entreprise n'a divulgué aucun détail sur l'attaque, les applications de messagerie sont un vecteur évident

puisqu'elles traitent régulièrement les images entrantes. Les experts en sécurité soulignent que l'exploit peut s'exécuter silencieusement, ne nécessitant que peu ou pas d'action de la part de la victime, ce qui est classique des attaques de type zéro clic. « Ce problème renforce l'importance d'une gouvernance stricte des terminaux mobiles », a déclaré Randolph Barr, directeur de la sécurité informatique chez Cequence Security. « Les équipes de sécurité doivent dépasser le débat entre contrôle personnel et celui d'entreprise et se concentrer sur la réalité : les appareils non gérés représentent un risque pour l'entreprise », a-t-il poursuivi. « Étant donné que c'est la personne responsable de la sécurité qui sera interrogée après un incident, les dirigeants doivent sensibiliser leurs collaborateurs à la nécessité de l'usage d'un MDM, fournir des preuves claires de son importance et lutter de front contre les idées reçues », a ajouté M. Barr.

Un risque pour les entreprises

Un correctif Release-1 de septembre 2025 de Samsung corrige la faille qui affecte les smartphones fonctionnant sous Android

versions 13 à 16. Mais pour les entreprises, la faille CVE-2025-21043 concerne plus qu'un simple problème lié aux terminaux personnels : elle expose au risque d'avoir une porte dérobée dans les réseaux d'entreprise. En l'exploitant, les attaquants pourraient accéder à des applications professionnelles sensibles, à des comptes de messagerie électronique et même à des données des sociétés stockées sur l'appareil. Les mobiles dont le correctif est incomplet dans les environnements BYOD ou mixtes peuvent involontairement servir de passerelles vers des systèmes d'entreprise critiques. M. Barr fait remarquer que le suivi de la conformité des correctifs peut s'avérer difficile dans les configurations BYOD, où les utilisateurs peuvent résister aux contrôles ou aux mises à jour du gestionnaire de flottes. « En dehors du MDM, les entreprises qui utilisent Entra ID ou d'autres outils SSO peuvent souvent voir les connexions par appareil et contacter directement les utilisateurs pour confirmer les mises à jour. Même si la plupart du temps les mises à jour sont automatiques sur les appareils Android, la vérification reste essentielle », a-t-il insisté.

La modernisation des mainframes accélérée par l'IA

Selon une enquête, la mise en œuvre de l'IA sur les mainframes se développe. Dans le même temps, les politiques de modernisation restent dynamiques. L'IA est au cœur de l'étude sur l'état de la modernisation des mainframes menée par Kyndryl. La plupart des client interrogés mettent en œuvre la GenAI sur ces systèmes et s'attendent à ce que leurs investissements se traduisent par des économies de coûts et augmentent leurs revenus. L'étude quantifie même ces ambitions à 12,7 Md\$ de réduction de coûts et 19,5 Md\$ de revenus supplémentaires. Parmi les entreprises interrogées, près de 90 % ont mis en œuvre ou prévoient de mettre en œuvre des outils d'IA générative dans leurs environnements mainframe. L'amélioration des performances et de l'allocation des ressources, la détection des fraudes, ainsi que la sécurité et la détection des menaces sont les principaux cas d'usage cités

par l'enquête. « L'IA contribue également à réduire les déficits de compétences du personnel », indique encore Kyndryl.

Une forte adoption de l'IA

Dans l'ensemble, plus de la moitié des personnes interrogées (56 %) ont déclaré qu'elles utilisaient davantage les mainframes et qu'elles les exploitaient autrement dans leurs environnements IT hybrides. « L'an dernier, plus d'un tiers des entreprises ont déclaré que les opportunités offertes par l'IA, y compris l'IA agentique et générative, avaient motivé leurs décisions d'investissement dans la modernisation des mainframes. En 2025, la confiance dans cette technologie continue de croître. Lorsqu'elles sont déployées sur les mainframes, elles peuvent aider à extraire des informations précieuses de données complexes, à convertir du code, à moderniser des applications

et à accroître l'efficacité des salariés », a fait valoir l'enquête. « L'adoption de l'IA progresse rapidement », fait encore remarquer l'informateur. En 2024, la plupart des entreprises (80 %) en étaient encore aux premières étapes ou à mi-chemin de l'adoption de l'IA, mais les progrès s'accéléraient. « Désormais, 15 % des personnes interrogées ont achevé ou sont sur le point d'achever l'intégration de l'IA, contre seulement 4 % l'an dernier. Cette dynamique reflète non seulement une maturité technique croissante, mais aussi une confiance accrue dans le potentiel de l'IA à apporter une valeur métier mesurable », a précisé l'étude. « Les entreprises adoptent une approche beaucoup plus pragmatique de la modernisation afin d'obtenir de meilleurs résultats métiers et d'intégrer les dernières technologies », a expliqué Hassan Zamat, responsable mondial des pratiques pour les entreprises chez Kyndryl, dans un communiqué.

Des plans de modernisation plus rapides

Une autre conclusion importante de l'enquête, c'est que les plans de modernisation des mainframes sont plus dynamiques que par le passé en raison de l'évolution des conditions du marché : 80 % des entreprises disent avoir modifié leur stratégie au cours de l'année écoulée, « ce qui indique une réévaluation généralisée et un degré d'agilité peu courant dans les projets technologiques d'une telle envergure, d'une telle ampleur et d'une telle complexité », a pointé Kyndryl. Ces projets peuvent prendre plusieurs formes : les entreprises peuvent conserver leurs données sur le mainframe, migrer leurs charges de travail ou créer un environnement hybride. L'étude note que parmi les entreprises ayant déclaré un changement d'approche, 43 % se concentrent davantage sur la modernisation directe du mainframe et 50 % s'orien-

tent davantage vers une stratégie hybride. Sur cette dernière, 34 % des sondés donnent la priorité à l'intégration avec les plateformes cloud et 16 % accélèrent le transfert des applications hors du mainframe. Seul un répondant sur 500 a l'intention d'abandonner entièrement le mainframe. Les raisons qui poussent les entreprises à modifier leurs stratégies de migration varient considérablement d'un répondant à l'autre. Selon l'enquête, « plusieurs facteurs comme la réussite de projets antérieurs, le transfert de budget vers d'autres technologies et des facteurs externes tels que les préoccupations géopolitiques, macroéconomiques et réglementaires sont évoquées ». Un autre facteur étant le coût : « le coût moyen de la modernisation du mainframe est passé de 9,1 M\$ en 2024 à 7,2 M\$ en 2025, et le retour sur investissement d'une telle opération a plus que doublé », précise Kyndryl.

Brèves

Check Point rachète Lakera

Le fournisseur israélien a mis la main sur Lakera, start-up suisse fondée à Zurich en 2021, spécialisée dans la sécurité de l'IA agentique, la détection des attaques par injections de prompt et la protection du trafic entrant et sortant des applications IA. Cette acquisition permet à Check Point de renforcer son offre GenAI Protect pour sécuriser l'IA. "En combinant la protection en temps réel de Lakera avec l'architecture Infinity de Check Point, les entreprises pourront sécuriser tout le cycle de vie de l'IA, modèles, agents et données", explique Check Point. Lakera propose notamment de la protection temps réel des LLM, des tests de pénétration et un outil de formation à la sécurité, Gandalf, qui génère et s'enrichit de données en temps réel sur les menaces liées à l'IA. La finalisation de cette opération est prévue avant la fin de cette année. En juillet 2024, Lakera avait levé 20 M\$ dans une levée

de fonds serie A menée par la société de capital investissement Atomico à laquelle ont participé Citi Ventures, Dropbox, et Redalpine.

Fuite de données chez Kering

Dans un communiqué, le groupe de luxe a indiqué avoir constaté qu'« un tiers non autorisé avait temporairement accédé à nos systèmes et consulté des données clients limitées provenant de certaines de nos Maisons ». Quelques jours auparavant, le groupe ShinhyHunters revendiquait le vol de 3 millions d'enregistrements clients de Gucci et près de 13 millions d'enregistrements de Balenciaga, Brioni et Alexander McQueen combinés. Les cybercriminels ont réussi à accéder aux informations Salesforce de Kering. La société précise que les données récupérées ne contiennent pas d'informations financières telles que « des numéros de compte bancaire ou de

carte de crédit, ni aucun numéro d'identification personnelle (numéro de sécurité sociale) ».

AMD lance la puce Epyc Embedded 4005

Déclinaison de la version datacenter dévoilée en mai dernier, ce processeur s'adresse au marché des équipements réseaux en périphérie (edge) ou du stockage et les serveurs d'entrée de gamme pour le secteur industriel. La puce offre jusqu'à 16 cœurs Zen 5 (32 threads en SMT), des fréquences boost élevées (jusqu'à 5,7 GHz), un support de la mémoire DDR5 et du PCIe 5.0, le tout dans un format compatible avec le socket AM5. Sur le plan de la puissance thermique nominale (TDP) elle est consommée de 65 W à 170 W.

UN AVANT DE BMW IX3 SUR UN Z4 Hérésie ou bonne idée ?

Un designer indépendant vient de cogiter en s'aidant de l'Intelligence artificielle, une toute nouvelle mouture du roadster BMW Z4. En appliquant à son museau le thème Neue Klasse éterné par le SUV 100% électrique BMW iX3, l'ensemble ne manque pas d'allure. La proue renoue même avec la finesse et l'élégance des roadster BMW d'antan, à l'image de la BMW 507 des années 1950.



process nettement plus lent, mais qui lui permet d'orienter le dessin d'ensemble à sa guise tout en gardant la main sur ses créations en soignant les détails. Ainsi, le long capot et l'allure basse se marient fort bien avec la nouvelle identité des futures BMW électriques dites Neue Klasse. Avec un nez de requin, de petits naseaux inclinés et le minimum de lignes, la robe de cet hypothétique nouveau Z4 est désirable à souhait. Avec cette livrée grise, il y a même de faux airs du concept car BMW Gina light de 2008. Et davantage encore de la BMW 507 (ci-dessus), qui ne fut produite qu'à 254 unités entre 1955 et 1959. Modèle qui inspira, au tournant du millénaire, la BMW Z8. Maintenant, l'on a hâte de découvrir la poupe de l'auto, laquelle ne devra pas manquer de finesse non plus au vu du modelé de l'aile arrière.

Mais ne l'attendez pas en série...

Mais n'attendez pas pour autant de quatrième génération de la BMW Z4. Ce type de véhicule ne figure plus dans le plan produit de BMW. Lancée en 2018, l'actuelle mouture, qui porte le code interne G29 et a été développée en partenariat avec Toyota, lequel en a décliné sa Supra, ne sera pas remplacée. Les roadsters ne sont plus dans l'air du temps, ils ne séduisent plus assez de clients pour qu'une marque puisse développer son modèle en solo. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Audi et Porsche uniront leurs efforts et mutualiseront les prochaines générations de TT et de Boxster. Tout en ratisant large puisque les carrosseries de coupé et de cabriolet seront réunies sous la forme d'un élégant Targa.

L'artiste digital italien Luca Serafini, à la fois modelleur numérique et adepte confirmé de l'intelligence artificielle, vient de cogiter cette nouvelle génération de BMW Z4. Le roadster sportif de la marque à l'hélice bénéficie pour l'occasion de l'identité cosmétique tout juste éternée par le SUV 100% électrique BMW iX3, présenté au Salon de la Mobilité de Munich. Si l'idée d'associer la silhouette rase bitume du Z4 avec celle a contrario haut perchée d'un SUV, semble plutôt saugrenue, il faut bien avouer que le résultat ne manque ni d'allure ni de cohérence.

Une manière maîtrisée d'utiliser l'IA

Car l'homme de l'art, qui est avant tout



designer de son état, procède avec méthode. En effet, plutôt que de multiplier les prompts dans une intelligence artificielle et attendre passivement que l'IA

œuvre en solo, quitte à subir les résultats souvent erratiques, Luca Serafini peaufine des étapes intermédiaires à l'aide du logiciel de retouche d'images Photoshop. Un

Le tollé de la Ford Capri aura-t-il raison du retour de l'Opel Manta ?



Opel avait annoncé son intention de ressusciter l'appellation Manta sous la forme d'un crossover électrique. Mais les critiques acerbes ayant accueilli la nouvelle Ford Capri pourraient amener le constructeur allemand à reconsidérer ce projet. La mode est au recyclage des appellations iconiques en automobiles, car les associations nostalgiques rendent les produits modernes plus faciles à digérer (et à vendre ?). Il suffit de penser aux nouveaux modèles comme les Renault R4 et R5, avec lesquels le

constructeur français espère donner une impulsion commerciale au passage à la voiture électrique. Ford misait sur un effet similaire avec la nouvelle Capri. Point de lignes rétro-modernes mais simplement un nom sorti de la naphtaline dont les pontes de l'ovale bleu espéraient qu'il suffirait à stimuler les ventes d'un SUV électrique conçu sur une base VW. Mais les fans ont réservé à la nouvelle Capri un accueil pour le moins mitigé, voire hostile. Serait-ce la raison pour laquelle Opel admet maintenant que la

nouvelle Manta, présentée comme un crossover électrique, est mise de côté pour l'instant ?

Plus tard ne veut pas dire jamais

Non. Le PDG Florian Heuttl admet que le projet Manta a été mis de côté, mais pas par crainte des commentaires négatifs dont la Ford Capri a fait l'objet - même si M. Heuttl admet qu'un "badge émotionnel" doit être traité avec respect. Mais ce serait plutôt en fonction de la réalité du marché qui se traduit par une demande de modèles de véhicules électriques moins élevée que prévu. La Manta n'a pas (encore) été retirée des plans futurs, mais elle est mise en attente. Et ce, au moins jusqu'en 2028. Opel développe actuellement les successeurs tout électriques de la Corsa (dont nous avons eu un avant-goût à l'IAA sous la forme du concept GSE Vision Gran Turismo) et de l'Astra. Un retard n'est pas un arrêt définitif, mais cela n'augure rien de bon pour ce remake moderne de la Manta. Cela dit, ce ne sont pas les crossovers électriques qui manquent. Au contraire.

Un designer néerlandais transforme la Ferrari Testarossa en targa

Niels van Roij a fabriqué un exemplaire unique sur la base de la Ferrari Testarossa : contrairement au modèle d'origine, la Guida Touring Sport est dotée d'un toit targa en deux parties.



Ferrari vient de présenter une nouvelle Testarossa pour succéder à la SF90 Stradale, mais cette Guida Touring Sport préfère reprendre la base technique de la Testarossa présentée en 1984 - bien que le modèle donneur utilisé date de 1987. Le studio de design du Néerlandais Niels van Roij a conservé la carrosserie et le groupe motopropulseur - un 12 cylindres de 390 ch - aussi conformes à l'origine que possible, mais a offert à l'habitacle un fameux bond en qualité. Surtout, il a doté la Testarossa GTS d'un toit targa en deux parties. La Ferrari Testarossa - y compris la 512 TR et la F512M - n'était proposée que sous forme de coupé, bien que Pininfarina en ait construit un exemplaire ouvert pour Gianni Agnelli, alors président de Fiat. On retrouve également, ça et là, quelque exemplaires décapulés par l'un ou l'autre artisan pas forcément toujours inspiré. En revanche, la Guida Touring Sport est équipée d'un toit targa, avec deux éléments amovibles que l'on peut ranger dans l'étrave avant. Cette solution convient parfaitement à cette Ferrari. Mais nous le savions déjà, car à l'époque, la 348 - essentiellement une mini-Testarossa - était disponible en version TS avec un toit targa. Les Pays-Bas connaissent une période de boom automobile. Cette Ferrari Testarossa GTS, construite pour un résident andorran anonyme, rejoint des projets récents tels que la Bugatti Brouillard et la Packard Excellence.

Mots fléchés

Mangeable	↓	Comparables	↓	Ameublit la terre	↓	Excréments	↓	Allemagne rattachée au bloc soviétique	↓	Affluent de la Vézère	↓	Affirmée	↓
Conquérant espagnol	→	Drames lyriques au Japon	↓					Auréole	↓	Grande ville du Japon	↓	Répands	
	→		↓										↓
Flasque	→			Prénom féminin		Levasses le cul	→						
Souhaita	→			↓		Valeur refuge	→		Souverain hongrois		Été apte	→	
	→					Outil pour horticulteur	↓				On le portait autour du cou	↓	
Bizarres		Exclamation méridionale	→		Café-restaurant moderne	→							
	→	Pierre précieuse	↓										
	→		↓					Affluent du Rhône	→				
	→							Mot de dédain	↓				
Insecte noir	→				Sillon		Note de musique	→		Service rapide	→		
Ecclésiastique	→						Attrape-nigaud	↓		Leste	↓		
	→			Souillera	→						Pays asiatique		Marque écrite
Petit passereau	→							Elles peuvent être plénières		Cité d'Anne de Beaujeu	→		↓
Poids embarqué	→												↓
	→			Aboutir à un résultat	→							Habitant la botte	↓
				Curriculum vitae	↓								
Prématuré	Devoir	Bran de scie	→							Colostrum	→		
	↓	Pronom personnel	↓										
			↓	Examinera	→					Greffe	→		
										Moment privilégié de quiétude	↓		
Récipient du matin	→			Nids d'espions israélien		Ante meridiem		Grande école	→		Maladies d'amour	Geste de scout	Serre la gorge
Prénom masculin arabe	→							Une offre boursière pas toujours amicale	↓				↓
	→			Prénom d'un dictateur chinois	→								
				Sou	↓			Sommet d'un bâtiment	→				
								A remplacé le RMI	↓				
Appareils pour gymnaste		Tassait	→										
	→	Rigole	↓										
			↓										
					Fonda	→						Erbium	→
					Vieilles rognés	↓						Soûls	↓
Donc	→						Ciel-de-lit		Mouvement de pensée bouddhique		Archives télévisuelles	→	
							↓						
Deviendra crapaud	→						Règle générale impérative	↓		Quatre romain	→	Possédés	
													↓
Surprise-partie		Parfaites	→								Désert	→	
	→	Personnage de Brecht	↓								Pascal	↓	
			↓										
				Un mont au sud de Jérusalem	→					Relatif à un peuple africain	→		
Contestes	→				Condition	→		Il a son mot	→				

PÉTROLE
Le Brent à 68 dollars

Les cours du pétrole reculent légèrement mercredi, après une nette hausse mardi et avant la décision sur le taux directeur de la banque centrale américaine (Fed) plus tard dans la journée. Vers 10h50, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 0,61% à 68,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, cédait 0,59% à 64,14 dollars. Cette petite baisse des prix s'apparente à un mouvement technique selon les analystes, alors que le pétrole a atteint son plus haut niveau depuis deux semaines mardi.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco



Jeudi 18 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIE
Le dollar mitigé à quelques heures d'une baisse de taux attendue de la Fed

Le dollar hésite mercredi, en convalescence après sa lourde chute de la veille, les cambistes ayant renforcé leurs attentes sur des coupes de taux de la Réserve fédérale (Fed) qui devrait annoncer sa décision de les abaisser dans quelques heures. Dans la matinée, le billet vert remontait de 0,20% face à la monnaie unique européenne, à 1,1844 dollar pour un euro, et demeurait statique (-0,04%) face à la livre britannique, à 1,3653 dollar. La veille, l'euro avait grimpé à son plus haut niveau depuis septembre 2021 face à la devise américaine, à 1,1878 dollar. Selon les analystes, les cambistes parient toujours sur une baisse de taux de 0,25 point de pourcentage mercredi. Toutefois, la trajectoire de la Fed à long terme reste incertaine, alors que la semaine dernière, les données économiques américaines ont montré que l'inflation restait stable et que le marché de l'emploi s'affaiblissait, ont-ils rappelé.

RENTÉE SCOLAIRE

Campagne de sensibilisation aux accidents de la route

La Direction générale de la Protection civile a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement d'une campagne de sensibilisation aux accidents de la route, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, placée sous le slogan "La sécurité de nos enfants : notre responsabilité à tous". La Protection civile a fait savoir également que "parallèlement à cette action de sensibilisation, un dispositif opérationnel est mis en place sur le terrain pour renforcer la présence de ses équipes", afin d'accompagner les élèves et d'assurer une réponse rapide aux éventuels appels de détresse. Cette campagne de sensibilisation vise à "renforcer la conscience des élèves, en particulier ceux qui rejoignent pour la

première fois les bancs de l'école, ainsi que de leurs parents", précise la même source, soulignant "l'importance d'un apprentissage progressif de la sécurité routière, notamment pour les jeunes piétons". A ce titre, il est recommandé aux parents d'élèves, qui "constituent le maillon essentiel" dans l'éducation de leurs enfants aux règles de sécurité routière, le respect d'une série de consignes, à commencer par "les accompagner durant les premiers jours de classe pour les habituer à choisir l'itinéraire le plus sûr entre la maison et l'établissement scolaire". De même qu'à "utiliser les passages pour piétons, et en cas d'absence, traverser à un endroit dégagé et bien visible des deux côtés et faire preuve de vigilance, y compris en empruntant un passage

piéton". Les parents sont, en outre, tenus d'apprendre à leurs enfants à "regarder à gauche, à droite puis à gauche avant de traverser, calmement en marchant pour éviter toute chute sur la chaussée, de respecter les feux de signalisation et ne traverser qu'après l'arrêt complet des véhicules", tout en les encourageant à "la marche régulièrement afin de développer leur conscience de la sécurité routière et de distinguer clairement les espaces de jeux des zones de circulation des véhicules". La Protection civile conseille aux écoliers de "marcher sur le trottoir du côté des habitations et à reconnaître les dangers potentiels de la route (sorties de garages, chantiers, conditions pluvieuses ou neigeuses)", précise encore le communiqué.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Le capitalisme de Marx de Weber est mort, vivent le numérique et le Cloud

Les institutions du capitalisme version Marx tombent l'une après l'autre. Les droits de propriété atomisés, les monnaies anesthésiées, les relations de travail anéanties. Le capital devient de plus en plus invisible à travers de multiples transactions au jour le jour. Mais ceci est déjà observé depuis très longtemps. Ce qui est nouveau est « la disparition » du marché, principale institution du capitalisme. En effet, le capitalisme ne peut vivre et ne peut se développer sans le marché, et le profit est la rémunération du risque pris dans ce marché dit concurrentiel. Deux marchés concurrentiels même s'ils sont très différents : à Mesra, dans la wilaya de Mostaganem (marché hebdomadaire multi produits allant des voitures d'occasion aux lapins en passant par les tissus, les caprins, la boucherie et produits alimentaires et les équidés, sans oublier les plantes médicinales et les perroquets...) la règle de base de la concurrence est la crieée, à El Eulma dans la Wilaya de Sétif (bazar à grandes échelles des produits industriels allant de l'électronique et l'électroménager à l'outillage en passant par les produits chimiques et les matériaux de construction), la règle dans ce marché est l'exhibition des produits en grands volumes et la négociation des prix. Sur le premier marché, l'information et instantanée et l'achat est immédiat ; dans le second, l'information est préalable et l'expérience compte beaucoup, avant de négocier il faut disposer de l'information des transactions sur les autres marchés (magasins, showroom, foires et salons etc.). A El-Eulma, les plus grandes transactions se font par télé-

phones et sur les réseaux sociaux pour couvrir un large spectre des transactions. Premier point de rupture avec le marché traditionnel qui reste localisé. Dans les deux cas, les acheteurs et les vendeurs sont bien informés. Entre ces deux marchés, très transparents, il y a un autre type de marché, celui des produits subventionnés, des produits rares ou réglementés... il y a un marché opaque, fermé, négociations nocturnes, marché à terme etc. Ceci pour le contexte algérien des marchés des biens et services et pour lequel, l'Etat consacre de l'argent et des efforts pour lui donner un sens, d'où l'émergence d'un ministère de la régulation. Revenons à notre sujet sur le numérique. Le mensuel, Monde Diplomatique, du mois d'Août 2025, a publié un article sous le titre « Le Numérique nous ramène-t-il au moyen âge ? » signé par EvgenyMorozove. L'article très bien documenté, retrace l'évolution du numérique, ses enjeux, ses principaux acteurs, ses investissements colossaux et bien entendu ses impacts sur l'économie et la société. D'emblée, il annonce : « Un débat fait rage : les géants de l'intelligence artificielle ont-ils changé leurs utilisateurs en serfs et en vassaux condamnés, comme au Moyen Âge, à trimer gratuitement et à payer la rente ? Ou appliquent-ils à la lettre, mais avec des produits sophistiqués, les vieilles recettes du capitalisme industriel ? » ElonMusk apparaît comme le principal promoteur de cette Tech qui va transformer le monde et ses règles, quant aux valeurs éthiques et morales il faudra repasser. Il est considéré comme un magnat techno-féodalisme. Dans cet article on y lit aussi les don-

nées sur le volume des investissements dans l'infrastructure IA. Ainsi, Donald Trump rapportait de sa tournée dans le Golfe la promesse d'investissements dans l'économie américaine, essentiellement destinés aux infrastructures de l'intelligence artificielle : l'Arabie saoudite a annoncé 600 milliards de dollars, le Qatar, 1200 milliards, les Émirats arabes unis, 1 400. Ils s'ajouteront aux 1 000 milliards misés par le Japon en février et les 100 Mds de dollars qu'Amazon prévoit d'investir, presque exclusivement dans l'infrastructure IA. L'auteur ajoute : « Dans ce nouveau féodalisme, nous ne vendons plus seulement notre force de travail ; nous payons pour avoir le privilège de nous faire exploiter ». Dans le capitalisme, les entreprises se concurrencent sur des marchés plus ou moins concurrentiels, décentralisés, pour tirer profit des marchandises qu'elles fabriquent. Plus ces dernières s'avèrent utiles et efficaces, plus les profits grimpent – et, toutes choses étant égales par ailleurs, plus grands sont les profits qu'en retire la société. En effet, le profit (fruit de la concurrence et de la production et surtout du risque de l'investisseur) y aurait été remplacé par la rente (fruit d'une soumission à une Hi-Tech.). « Les capitalistes fabriquaient des produits ; les seigneurs du numérique se contentent de monétiser les ressources en ligne qu'ils maîtrisent. Les plateformes, Amazon, eBay, Alibaba, mais aussi Facebook et Google Market place, concentrent « le pouvoir de mettre en relation des acheteurs et des vendeurs – soit l'exact contraire de ce qu'un marché est censé être : décentralisé ». Ce sont les « fiefs du Cloud »,

des zones commerciales numériques et centralisées où l'extorsion féodale a remplacé la concurrence marchande. » Les investissements colossaux engagés ne peuvent être justifiés par le profit espéré ; seule la rente peut en fait motiver ces engagements. Ces brigands du numérique ramasse gratuitement les informations que nous leur livrons et les stockent, les traitent et nous les revendent à prix fort. Comment va fonctionner l'économie réelle, celle de la production, de l'usine, de la force de travail pour justement alimenter les échanges numériques ? Il y a l'automate, le robot, le télé travail, mais l'homme sera où ? Et comment il remplit une mission, une tâche pour assurer sa survie ? Nos marchés de Mesra et d'El Eulma paraissent comme un idéal type du capitalisme éthique. Le numérique va balayer ces marchés et les remplacer par des Algorithmes. Les importateurs et les producteurs céderont leur rente aux plateformes, mais les consommateurs vont payer encore plus chères les produits et services. Vous achetez de chez vous, vous payez sur un écran et un clavier et vous êtes livrés chez vous. Tout ce confort vous le payez malgré vous et vous êtes exploités, avec votre assentiment, par des machines et des câbles. La crieée et la négociation vous les achetez sur écran (pourtant ce sont les vôtres) avant d'acheter les produits et services. Les sociologues et les psychologues et même les philosophes doivent nous éclairer sur ce que sera le monde numérique, ses avatars, ses conséquences, ses « valeurs »...